«Fermons un Passé divisé et
Allons vers un Avenir partagé »

Chères Compatriotes et Chers Compatriotes,

Batissons une Nation où reignent une paix retrouvée et une fraternité affermie. Nous allons mettre le pays en chantier afin de bâtir une concorde nationale pour un avenir meilleur. Nous avons besoin d'un sursaut national. Je suis convaincu que nous le ferons et qu'il nous appartient, à nous tous, de prendre les décisions et d'agir pour mettre Madagascar sur le chemin du progrès.

Pour atteindre nos objectifs collectifs et rencontrer nos aspirations pour une amélioration significative du bien être de chaque Malagasy, j'ai le plaisir de vous partager un programme pour ce changement pour la prochaine décennie ;

Texte

Le Programme que je vous propose vise qu' en 2050, le temps d' une génération, « Madagascar doit être une nation unie, vivant dans la diversité, une société Malagasy imbue d'une forte confiance mutuelle, de valeurs morales et d'éthique très fortes, vivant dans une société régie par le « FIHAVANANA » qui est démocratique, libérale et tolérante, se supportant mutuellement, une société économiquement juste et équitable, une société qui progresse, riche, maîtrisant son économie qui est compétitive, robuste, dynamique et capable de faire face à des chocs ».

Texte

Ce Programme a été réalisé sur la base de l'analyse de notre passé, de nos forces et de nos faiblesses. Il tient compte du contexte mondial car nous travaillons et continuerons de travailler de façon constructive en concert avec les autres nations du monde vers un ordre international équitable et pacifique et un système durable de sécurité commune de l' humanité .

Je suis convaincu que la mise en oeuvre d'un tel programme suivant un consensus national permettra d'améliorer significativement la vie de chaque

Malagasy. D' abord, il faut qu'il y a une comprehension commune de la définition du développement pour nous tous et du contexte socio-politique national et international dans lequel nous vivons actuellement. Puis, il faut que nous créons un climat dans lequel chaque Malagasy, chaque citoyen qu'il s'agisse des petits agriculteurs, des jeunes, femmes ou hommes, ou des dirigeants d'entreprises petites, moyennes ou grandes, puissent poursuivre leurs activités quotidiennes sereinement et avoir le sentiment qu'il vaut la peine d'investir dans leur avenir tout en respectant des valeurs que nous devons respecter, vivre, et partager quotidiennement.

Ce Programme nous permettra collectivement de relever le défi d' un vrai changement notamment, de nous libérer de nos entraves passées. À chaque Malagasy, il permettra d'en être des acteurs plus pertinents.

Zaza Ramandimbiarison

Table des matières

Les Valeurs que nous devons partager et entretenir **5**

Fermons un Passé Divisé et Allons vers un Avenir partagé **6**

Introduction **8**

1. Notre situation socio-économique **9**

1 1. Contexte international 9
1 2. Contexte national 11
1.3. Pauvreté 12
1.4. Gouvernance et Etat de droit 13
1.5. Economie 16
1.6. Secteurs essentiels 18
1.7. Etat des lieux de la sécurité alimentaire 27
1.8. Développement social et Capital humain 28
1.9. Environnement et Changement climatique 35

2. Le ridicule sous-développement **36**

2.1 Le développement :c'est quoi ? 36
2.2. Les conditions de développement 40
2.3. Vers une stratégie intégrée de développement 42

3. Nos orientations stratégiques **44**

3.1 Les bases des orientations 44
3.2. Nos défis à relever 45
3.3. Nos Options stratégiques et les Grands Chantiers du changement 47

4. Les grandes lignes de la stratégie de financement **59**

Les Valeurs que nous devons partager et entretenir pour s' assurer un avenir paisible et meilleur pour toutes les générations

1. Il faut que nous soyons unis dans le but commun de reconstruire Madagascar en une nation unie, vivant dans la diversité, une société régie par des valeurs morales et éthiques fortes, inspirées par le «FIHAVANANA», une société démocratique, libérale et tolérante, où les membres s'acceptent mutuellement, une société économiquement juste et équitable, dans laquelle la liberté individuelle est respectée. La liberté politique effective est de regle pour que la participation de tous les citoyens à la destinée du pays soit réelle.

2. Nous devrons œuvrer pour une société juste, libre et ouverte, dans laquelle aucun individu ne doit être réduit en esclavage par la pauvreté, l'ignorance ou la conformité. Nous devons défendre la liberté, la dignité et le bien-être de chaque Malagasy. Il faut que nous affirmons la reconnaissance et le respect du droit de chacun à la liberté de pensée et à développer ses talents.

3. Nous devons redonner le pouvoir aux citoyens Malagasy et décentraliser effectivement le pouvoir pour favoriser l'implication de chacun afin d'avoir une représentation équitable des régions dans les instances du pouvoir. Il faut que nous reaffirmons que le rôle de l'État est de permettre à tous les citoyens : (i) d'atteindre leurs idéaux, (ii) de contribuer pleinement à la destinée de notre pays et (iii) de prendre part aux décisions politiques et économiques qui affectent leurs vies.

4. Il faut que (i) nous rejetons sans ambiguïté toute discrimination et tous les préjugés fondés sur l'ethnie, la couleur, la religion, l'âge, le handicap et le sexe,(ii) nous devons rejeter également avec vigueur toutes les formes de privilège illégitime et d'inégalité. Chaque génération est responsable de l'avenir de notre pays et de notre planète, et de la sauvegarde de la nature et de l'environnement.

5. La lutte continue pour la liberté et la justice en promouvant la Charte internationale des droits de l'homme, des pactes et des accords internationaux y afférents doit étre affirmée.

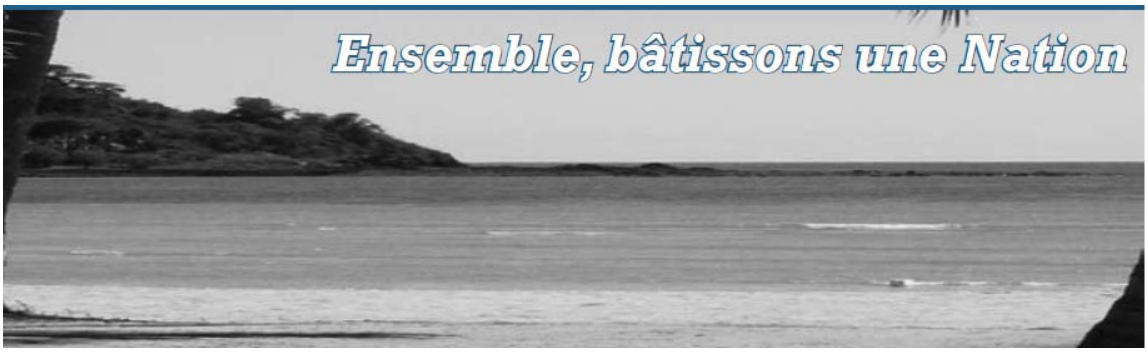
6. Il faut que nous marquons notre determination à renforcer le processus démocratique et à veiller (i) à l'existence d'un gouvernement juste, représentatif de la population et irréprochable, et d'institutions indépendantes, fortes et efficaces, (ii) au respect des libertés individuelles et politiques, à la libeté d'information et d'opinion à ce que chaque citoyen prenne part aux décisions prises par notre pays, et (iii) à l'établissement d'un système électoral fiable, équitable, opérationnel et immuable.

7. Il faut que nous croyons que la souveraineté appartient au peuple et que l'autorité dans une démocratie émane du peuple. Nous devons nous engager à la promotion d'un cadre démocratique, dans lequel autant de pouvoir que possible est exercé par les différentes régions de Madagascar. Nous devons s' engager à construire un État de droit, fondé sur les principes de liberté, d'équité, de justice, de libre entreprise, de cohésion sociale, d'égalité des chances et de la libre administration des collectivités locales nécessaire à l'application de la démocratie, c'est à dire un gouvernement local démocratique dans lequel les décisions sont prises et des services sont fournis au niveau local.

8. Il faut qu' ensemble nous œuvrons pour une économie vigoureuse qui favorise la création de richesse nécessaire au développement de la population, une économie qui accroît et utilise les compétences des personnes au profit de tous, avec une juste répartition des fruits du succès.

9. Tout le monde doit accepter sa responsabilité pour la justice et la liberté de toute l'humanité; Il faut que nous nous engageons à lutter contre la pauvreté, l'oppression, la faim, l'ignorance, la maladie et l'agression où qu'ils se produisent et à promouvoir la libre circulation des idées, des personnes, des biens et des services.

10. Et enfin nous devons construire notre futur en travaillant de façon constructive en concert avec les autres nations du monde vers un ordre international équitable et pacifique et un système durable de sécurité commune.



« Fermons un Passé Divisé et allons vers un Avenir partagé »

Les Malagasy et certaines personnalités en particulier, donnent l'image de compatriotes qui ne se connaissent pas, qui ne se comprennent pas entre les différentes ethnies. Ils donnent l'impression d'ignorer l'histoire de leurs origines.

Sans renier nos origines ethniques respectives, Nous devons unir notre bonne volonté pour un vrai changement. Nous sommes convaincus que l' avenir de Madagascar passe par la mobilisation de la population toute entière pour un vrai changement. La mobilisation de la solidarité nationale entre tous les acteurs politiques, sans aucune exclusion, et toutes les composantes de la societé malagasy est impérative pour rebatir ensemble une grande Nation.

Nos valeurs ancestrales du FIHAVANANA (Aleo very tsikalakalam- bola toy izay very tsikalakalam-pihavanana) doivent nous éclaircir, Nous devons s'efforcer de créer une identité nationale que les « opportunistes séparatistes » s'ingénient à détruire par l'entretien systématique de l'instabilité.

Il faut que nous nourrissons l'espoir d'un Madagascar où les Malagasy puissent vivre et consacrer l'instant de leur existence à oeuvrer pour un développement économique et social de la Nation au sein d'une paix retrouvée et d'une fraternité raffermie.

A l'heure de la mondialisation, le développement économique est au coeur de tous les débats. Or, le développement consiste à passer d'un état à un autre, donc à changer. Il va donc falloir définir et mettre en place une politique du changement associée à la capacité de gérer le temps. Une telle vision du développement s'accompagne d'un développement d'une autorité bureaucratique qui elle-même accompagne et facilite le développement de l'Etat et par la suite celui de la démocratie.

Dans le cadre d'un tel dynamisme se trouve sous-jacente l'amélioration des conditions de vie, donc celle du bien-être ouverte à toutes formes de coopération à condition qu'elles soient respectueuses de notre dignité et de notre honneur.

En dernière analyse, le développement économique tel que défini plus haut exige quatre conditions qui permettent de démarrer et d'entretenir le processus, à savoir : La volonté, la vision, l'action et la détermination

Madagascar ne doit pas être seulement développé sous l'angle économique. Madagascar doit être une NATION BATIE qui devra être totalement développé dans toutes ses dimensions : économique, politique, sociale, spirituelle, psychologique et culturelle.

Nous devrons être développés en termes d'unité nationale dans la diversité et de cohésion sociale, en termes d'économie, de justice sociale, de stabilité politique, de système de gouvernance et de gouvernement, de qualité de la vie, de valeur sociale et spirituelle, en termes de confiance et de fierté nationale.

Nous n'insisterons jamais assez sur la prise en compte de la dimension culturelle. En effet, par-delà le contenu classique (art, littérature etc.) il s'agit d'un modèle d'identité commune, d'une certaine manière d'être, de la manière dont le passé interagit avec le futur.

L'analyse sans complaisance du système actuel permet de relever une faiblesse de la gouvernance et l'absence d'un gouvernement efficace. En effet, un cadre de bonne gouvernance qui oeuvre pour une justice sociale, implique la mise en place d'institutions dont le mode de fonctionnement est bien défini. Ellles doivent être responsables, transparentes, efficaces, efficientes, justes et inclusives et redevables.

Madagascar pourra être une Nation unie vivant dans la diversité, une société Malagasy imbue d'une forte confiance mutuelle, de valeurs morales et d'éthique très fortes, vivant dans une Société régie par le « FIHAVANANA », une société démocratique, libérale tolérante où les membres s'acceptent mutuellement, une société économiquement juste et équitable, une société qui progresse, riche et qui maîtrise son économie qui sera compétitive, robuste, dynamique et capable de faire face à des chocs.

Notre destinée est entre nos mains. Nous savons ce que nous voulons et nous savons comment y parvenir. Dans la Nation que nous allons bâtir ensemble l'Etat sera doté d'une stratégie nationale orientée vers des résultats concrets tout en restant continuellement soucieux du bien-être de chaque Malagasy.

Il s'agit en définitive de mettre en place un Etat fort, efficient et capable d'assurer une gouvernance exemplaire, avec des institutions et des organisations qui fonctionnent le plus pres possible des citoyens, avec des règles de procédure mettant en avant : responsabilité, transparence et efficacité.

Pour cela il faut entretenir un climat lisible et sécurisant à travers une modernisation de l'administration, climat qui doit favoriser l'initiative, le travail et la prise de risque aussi bien par le privé national que le privé étranger, qu'il soit agriculteur ou entrepreneur des TP, éducateur ou médecin, opérateur du secteur minier, du tourisme, aménageur, etc.… et cela pour une création d'emplois décents, pour nos jeunes et une croissance soutenue de l'économie.

Si nous réussissons, notre production nationale sera multipliée par neuf à l'horizon 2050 et le taux de pauvreté actuel superieur à 75% pourra être ramené à 30 – 35 %. Le développement rapide signifie un taux moyen de croissance à deux chiffres ou au moins 10% l'an de l'économie. Si Madagascar réussit dans ce sens et avec une hypothèse de taux d'accroissement annuel de la population de l'ordre de 2,5 à 3 %, les Malagasy seront trois fois plus riches qu'aujourd'hui aprés une quinzaine d' année.

Introduction

Classée comme type d'île continentale et considérée comme l'une des quatre plus grandes du monde, Madagascar est séparée de l'Afrique dès la fin de l'ère primaire, il y a 165 millions d'années. Son isolement complet se situe au Crétacé supérieur.

Au lendemain de l'Indépendance, les raisons de la grande espérance étaient : l'Unité Nationale et la Stabilité. En effet, reconnue comme « Terre des contrastes », Madagascar devait dans l'esprit des dirigeants de l'époque constituer un havre de paix, de confiance et de bonheur. Plus de cinquante ans après, la « Terre des contrastes », baptisée Pays de la « mégadiversité », est en train de se débattre pour sortir d'un cycle infernal de troubles politiques périodiques.

Que s'est-il passé ?

Il semble que cette diversité reconnue sur le plan géographique, géologique, culturel et social soit pervertie et instrumentalisée par des groupes sans scrupules, pour des raisons sordides d'intérêts bassement matérialistes, politiques ou économiques. Certains groupes d'individus poussent même leur cynisme jusqu'à utiliser ces différences enrichissantes comme moyen de cultiver et d'exacerber la discrimination voire l'exclusion.

Alors que cette diversité ethnique devrait être source de valeurs et de richesses, elle devient berceau de frustrations, d'agressivités, de haines, de violences entre Malagasy et par conséquent, génératrice de pauvreté et de déchéance pour le Peuple Malagasy. Cette perversion a atteint son paroxysme actuellement qui a affecté gravement la population. Cette crise, caractérisée par la violation des droits de l'homme et des valeurs républicaines à forte coloration ethnique, a fissuré le tissu social jusque dans sa trame la plus profonde.

En effet, des familles ont eu à déplorer la mort de leurs proches, la destruction de leurs biens … des arrestations et des emprisonnements ont été effectués avec des procédés militaro expéditifs.

Le peuple Malagasy fidèle à sa sagesse ancestrale du respect du FIHAVANANA (Aleo very tsikalakalam-bola toy izay very tsikalakalam-pihavanana) caractérisé par une patience sans comparaison (Andriamanitra tsy andrin'ny hafa, andriko ihany) s'est montré très stoïque dans sa douleur et sa frustration. Afin d'éviter l'irréparable, car la patience a des limites, des voix autorisées se sont élevées pour dénoncer les exactions et pour trouver une issue pacifique à la situation avant qu'il ne soit trop tard. Malheureusement, elles n'ont pas été prises au sérieux par les tenants du Pouvoir qui ont préféré les considérer comme de simples activistes.

La situation actuelle a fait éclater une vérité : nous ne nous connaissons pas et nous ne nous comprenons pas entre Malagasy d'origines ethniques variées. Nous ignorons l'histoire de nos origines. Nous ne sommes pas vraiment conscients de nos richesses naturelles et humaines actuelles et ponctuelles.

Il est temps de faire l'inventaire de nos ressources, de régler nos différends dus aux préjugés hérités du passé et entretenus à des fins politiques. Il est temps que toutes les bonnes volontés rassemblent ce qui est épars, quels que soient leurs horizons social, politique, philosophique, religieux ou professionnel.

Tout cela, afin que les uns et les autres puissent s'épanouir et consacrer l'instant de leur existence au développement économique et social de la Nation au sein d'une paix retrouvée et de la fraternité raffermie.

Il est temps pour nous de communiquer, nous rencontrer, dialoguer réellement pour bâtir ensemble une Nation capable de relever les défis du nouveau millénaire et de la mondialisation.

La politique n'a pas dépassé l'identification de l'Etat au pouvoir d'une coalition ethnique (originaires des régions côtières ou des hauts plateaux). Lorsque le régime politique ne parvient pas à créer une identité nationale susceptible d'épouser les contours de l'Etat, les «opportunistes séparatistes» s'insinuent pour créer l'instabilité.

Le caractère pluriethnique de notre société est encore dominant. Le pluripartisme est à construire. Lorsque le vote démocratique est supplanté par le vote ethnique ou clanique, l'Etat, censé être le protecteur de l'intérêt général, est condamné au chaos. Le bien commun est en effet et par essence opposé à la satisfaction des communautarismes.
L'Etat s'effondre faute de légitimité politique et cette déliquescence est génératrice de crise de souveraineté. Ne nous trompons pas d'ennemis. Nous sommes convaincus que notre avenir passe par une ententente nationale en batissant ensemble notre Nation avec son identité.

Nous ne meritons pas la situation socio-économique où nous sommes actuellement.

1 Notre situation socio-économique

L'analyse des problématiques et de la dynamique du développement national met en évidence la pauvreté et ses causes, les problèmes sociaux de base et spécifiques ainsi que les avancées et obstacles vis-à-vis des objectifs de développement durable. Ensuite, elle traite, au-delà des aspects économiques, sociaux et environnementaux, de la gouvernance, de la gestion administrative et financière et de la décentralisation.

1.1 Contexte international

a. La place du pays en développement

Le temps d'une génération, l'ancien «Tiers Monde» a profondément changé. La fin de l'antagonisme Est-Ouest préludait à l'apparition d'une nouvelle classe d'acteurs : les pays émergents. Ceux-ci se divisent d'ailleurs entre les pays européens de l'ancien bloc soviétique et les pays pressentis comme successeurs des anciens «non alignés». La première sous-catégorie tend à disparaître par intégration dans l'Union Européenne. Mais la seconde est entrée dans l'imaginaire occidental compte tenu de son dynamisme industriel et de ses exportations : la crainte entraîne le respect, d'autant que ces pays doivent leur nouveau pouvoir à un dynamisme en voie de disparition dans la vieille Europe. Pays riches et pays émergents sont aujourd'hui les acteurs d'un dialogue (d'une confrontation?) dont les conditions sont suffisamment nouvelles pour justifier d'une part, la création d'un nouveau cadre (l'Organisation Mondiale du Commerce et les cycles de conférences internationales qui en ponctuent le fonctionnement), d'autre part, l'apparition d'un nouveau phantasme planétaire (la mondialisation). A côté des pays émergents, reste la catégorie plus ancienne des pays pétroliers. Les pays dont la ressource principale est ne matière première stratégique ont eu, pendant quelques années, une apparence d'indépendance. Les ambiguïtés de l'OPEP et la prise de contrôle de l'Irak par les Etats-Unis ont sérieusement
ébranlé l'illusion qui restait attachée à cette indépendance. Dans cette catégorie, pourrait être rattachés des pays n'ayant pas de ressources stratégiques particulières, mais bénéficiant du soutien américain pour des raisons stratégiques. Ce soutien permet à ces pays (Pakistan, Israël,
etc.) des comportements indépendants des règles communes.
Ceux qui ne sont pas classables dans l'une de ces deux catégories (pays émergents – pays stratégiques) ne sont pas totalement ignorés : les réseaux d'influence et les besoins de la lutte
anti-terroriste ont au moins le mérite de ne pas faire perdre complètement de vue les pays qui pourraient être jugés comme insignifiants au regard de la marche du monde (cas de Madagascar).

Bien que n'ayant pas d'influence sur le commerce international, ils sont eux aussi appelés à participer à une mondialisation «heureuse» en ayant une vision dynamique de leurs relations économiques avec les autres nations. Mais comme leur rôle a vocation à rester marginal et que ces pays ont des difficultés

pour participer à des négociations commerciales devenues extrêmement rudes, des aires de jeux particulières leur sont aménagées, d'une part, à travers des accords d'intégration régionale, d'autre part, à travers des accords Nord-Sud. Le terme «mondialisation» est venu recouvrir ces nouvelles disparités. La mondialisation a, entre autres qualités, celle de reconnaître le fait que certains pays auparavant classés dans le « Tiers Monde » sont devenus en quelques années des acteurs incontournables des relations économiques internationales. La plupart des pays émergents ont encore des revenus monétaires par habitant modestes par rapport à ceux des pays d'Amérique du Nord ou d'Europe de l'Ouest, mais «Les exportations suivent la volonté de développement économique» cette situation est clairement considérée comme transitoire. Leurs histoires sont disparates, entre une Chine millénaire, une Argentine considérée il y a un siècle comme européenne, Singapour dont personne ne parlait il y a 50 ans, et l'Afrique du Sud que certains considèrent comme pouvant servir de modèle à la Palestine et à Israël, l'émergence de ces nouveaux acteurs conduit à revoir la problématique du développement en se concentrant sur les facteurs humains. Le rôle croissant des «pays émergents» dans le commerce mondial est le résultat d'une démarche qui leur est propre : les exportations suivent la volonté de développement économique et non pas l'inverse comme on a voulu le croire aux grandes époques d'industrialisation sur les sites de matières premières. Le phénomène pétrolier des années 70 avait renforcé la division des pays pauvres entre pays chanceux et malchanceux en fonction des ressources de leur sous-sol. Le pétrole n'était d'ailleurs pas la seule «bonne» matière première : le phosphate, l'uranium, le nickel, le fer etc. pouvaient justifier la création de sites industriels importants. Mais gabegie et surendettement ont fait leur oeuvre. En ce début du 21ème siècle, la division selon les ressources naturelles paraît dépassée.

Parmi les pays pauvres, il y a, d'une part, ceux qui paraissent s'accommoder de la pauvreté de leurs populations pourvu que la prospérité des responsables politiques est assurée … C'est le cas de Madagascar oû des minorites en accaparant tous les moyens de production pour augmenter leur possibilité de s'enrichir un peu plus et en laissant la majorité s'enfoncer davantage dans un appauvrissement sans précédent depuis l'Indépendance. … Et, d'autre part, ceux qui seraient déterminés à construire une société prospère par la force du travail et l'intelligence.

Cette division cynique entre les actifs et les passifs dégage les pays «riches» du sentiment de culpabilité à l'égard des pays «pauvres». De plus, elle a l'avantage intellectuel de ne pas figer les situations individuelles de chaque pays : un «passif» peut devenir «actif», cela ne dépend que de lui. Ce mode de classement a de fortes chances de prospérer au cours des prochaines années dans les opinions publiques occidentales. Aussi cynique soit-elle, cette division a le mérite de reposer de manière didactique les mécanismes du développement. Ces dernières années, la perplexité des pays riches devant la permanence du phénomène de pauvreté dans certaines parties du monde a conduit à réduire la réflexion sur le développement aux comportements dans le domaine des finances publiques.

Il y a les bons, qui respectent les équilibres macro- économiques et les principes de libre concurrence - en particulier ce que les experts appellent le consensus de Washington : l'austérité budgétaire, la privatisation des entreprises publiques et la libéralisation des échanges.
S'ils ne réussissent pas immédiatement, ces pays vertueux méritent de réussir dans la durée! Pour les encourager, ils ont vocation à être récompensés par des primes : remises de dettes, financements nouveaux de programmes budgétaires (et non plus financements de projets : ce changement serait un signe de confiance...) et pour finir, la récompense suprême : la liberté de se réendetter comme on l'entend !

Et puis il y aurait les mauvais, qui ne respectent pas les fameux équilibres et l'ouverture à la liberté d'action des capitaux. Peu importent les raisons du non-respect : celui-ci traduirait d'abord une incapacité à s'autodiscipliner.

b. <u>L'évolution récente du Monde</u>

Pour élaborer notre programme de développement, Il faut qu' on soit consient de l' évolution récente du Monde entier. Nous avons le devoir de contribuer à un ordre international équitable et pacifique et un système planétaire durable de sécurité commune de l' humanité .

Depuis quatre decennies, le capitalisme, tel que nous le connaissons, a évolué d'une force pour le développement économique des pays du monde entier (modèle de création de richesse au niveau d'un pays et partant du monde entier) vers une force de spéculation financière et de maximisation du profit à court terme.

L'économie mondiale est sous les dictats du système financier et est devenue uniquement et principalement financière. Le système investit essentiellement l'excédent de l'argent, résultat de pures spéculations financieres, dans les domaines qui ont un rendement financier élevé à court terme et un rendement environnemental et social trés faible . Cette realité conduit à des écarts croissants entre la vraie richesse et le revenu. La classe politique dans le monde est fortement influencée par de puissantes financières des entreprises privées.

Ceci est la principale cause de la situation actuelle du Monde presque en désordre. La civilisation mondiale est en train de subir une tempête due à cette évolution du modèle de développement depuis des années 80 mais egalement due à la surpopulation de la planète, à la surconsommation, par l'utilisation de technologies néfastes pour l'environnement créant le réchauffement de la planète. Le monde est en train de vivre une crise qui n'est plus cyclique mais devient chronique et croissante: crise sociale, crise politique, crise culturelle, crise de pauvreté chronique, crise de la démocratie. crise d'ideologie , en resumé une crise du système capitalistique.

Depuis le 11 septembre 2001 et les récentes crises financières mondiales, une nouvelle matrice géopolitique se met en place. Celle-ci augure d' une autre époque, le présent, encore difficile à nommer mais dont les enjeux sont globaux : la poussée du populisme en occident, les guerres civiles en moyen-orient, le développement du terrorisme, les immigrés, les crises financières repetitives, les traffics illégaux, la coexistence religieuse, l'accès aux matières premières, et notamment au pétrole, l'écologie, le changement climatique, la maîtrise des pandémies telles celle du Sida, de la grippe aviaire…. Une grande partie de la population du Monde n' a plus confiance à leur gouvernement.

Les réponses à cette crise des gouvernements se sont concentrées, au pire, sur la gestion de leur propre image politique et au mieux pour traiter les symptômes de la crise et non les causes. Sans une remise en cause les racines philosophiques de l'état actuel du monde, nous courrons le risque d' une instabilité et d'une insecurité continue.

Nous devons nous orienter vers un autre modèle pour construire un avenir meilleur. Le capitalisme tel que nous le connaissons avec son application actuelle -un appât infini du gain financier à court terme- nous conduit vers une mauvaise direction.

Nous devons développer un modèle de développement basé sur **la vertu du juste équilibre entre le court terme et le long terme, un équilibre entre l'homme et la nature, un équilibre entre le tout Public et le tout privé**, au lieu de l'application d'un modele uniquement basé sur la doctrine economique comme la forme actuelle du capitalisme. Nous sommes convaincus que nos bien-êtres et ceux de nos enfants seront assurés à travers ce nouveau model cherchant un juste equilibre sans remettre en cause la vertu de la création de richesse par le privé. Nous devons défendre des actes de justice et d'équité et une coopération respectueuse de notre dignité et de notre honneur.

1.2 Contexte national

Madagascar est un pays fragile à faible revenu qui s'efforce de se remettre de l'instabilité politique chronique. Madagascar a une longue histoire de croissance économique faible, à peine en phase avec les indicateurs de croissance démographique. Les indicateurs de bien-être social se sont détériorés. Les crises politiques récurrentes et les catastrophes naturelles d'origine climatique, en particulier aux cyclones, à la sècheresse, aux inondations et aux invasions acridiennes ont aggravé ces problèmes. En plus le système actuel rélève une faiblesse de la gouvernance et une absence d'un gouvernement efficace qui oeuvre pour le bien être de nos compatriotes. Cela renforce l'inégalité et l'injustice, les deux causes fondamentales de l'insécurité et l'instabilité socio-politique que nous vivons quotidiennenemt.

En conséquence, Madagascar est devenu l'un des pays les plus pauvres du monde se classant 158ème sur 188 sur l'Indice de développement humain. Selon les estimations, 92,8 pour cent de la population vit avec moins de 2 USD PPA par habitant par jour (2010). Le développement de Madagascar a été entravé par des crises politiques à répétition, se produisant tous les dix ans en moyenne depuis l'indépendance du pays en 1960. La crise, survenue suite à un changement de régime anticonstitutionnel en 2009, a duré près de cinq ans, laissant l'économie dans un état de délabrement et conduisant à une forte hausse des niveaux de pauvreté. En 2012, le revenu par habitant était tombé

à son niveau de 2003 (soit environ 400 d'USD). Les principaux indicateurs d'activité ont connu une tendance à la baisse. A titre d'exemple, la facilité de faire des affaires mettait le pays à la 148ème place sur 189 en 2014, mais à la 163ème place en 2015. Le retour à un gouvernement élu en 2014 a suscité l'espoir d'une reprise économique et d'un retour sur la voie du développement. Les raisons de la grande espérance des malgaches étaient: le changement, la justice, la paix et la stabilité. Mais après quatres années du retour du soi-disant retour à l'ordre constitutionnel, la grande majorité des malgaches constate que le pays est malade.

La pauvreté a augmenté et sa prévalence est maintenant parmi les plus élevées au monde. Nous habitons dans l'un des pays les plus pauvres de la planète. La majorité de nos compatriotes vit au jour le jour et se trouve dans l'insécurité totale.

Nous aspirons à construire une développement économique et social de la Nation au sein d'une paix retrouvée et d'une fraternité raffermie

1.3 Pauvreté

1.3.1 Une pauvreté chronique

Nous nous trouvons plongés, depuis longtemps, dans une situation de pauvreté, conséquence d'une faible croissance résultant de la faiblesse structurelle de l'investissement et de la défaillance de la gouvernance, en particulier, les mauvais choix en matière de politiques économiques, aggravés par les effets des catastrophes naturelles et du changement climatique.

Cette pauvreté déjà chronique affiche des épisodes d'accentuation, notamment lors des périodes de sècheresse et de crises quasi-périodiques que connait le pays. L'écrasante majorité des Malagasy est pauvre et la plupart de cette majorité vit dans la pauvreté extrême. Environ quatre cinquièmes de la population vivait dans la pauvreté extrême (consommation par habitant inférieure à 1,25 USD de parité de pouvoir d'achat - PPP par jour en 2005) de 2001 à 2012. Sur la même période, le taux de pauvreté absolue (2 USD PPP par personne par jour) de la population a augmenté de 88,9% en 2001 à 92,7% en 2005 pour ensuite baisser légèrement, sans pour autant descendre au-dessous de la barre des 90% jusqu'en 2012 (voir Tableau).

Tableau : Estimations des taux de pauvreté

Année	2001	2005	2010	2012
Seuil de pauvreté nationale ré-estimé				
Pauvreté extrême	60,5	59,8	58,3	58,2
Pauvreté absolue	70,8	73,2	71,7	70,7
En milieu urbain	34,1	40,8	29,8	35,5
En milieu rural	77,7	79,6	80,1	77,9
Ligne de pauvreté internationale				
Taux de pauvreté à 1,25 USD PPA	77,5	80,7	79,1	78,2
Taux de pauvreté à 2,00 USD PPA	88,9	92,7	90,8	91,2
Ecart de pauvreté (1,25 USD PPA)	41,5	39,2	46,2	45,9

Source : INSTAT, EPM 2001-2010 et ENSOMD 2012

Cette pauvreté majoritairement rurale a été exacerbée par l'enclavement de plusieurs régions du pays et par les années de crise. L'insécurité alimentaire touche presque la majorité de la population. Les indicateurs de développement sont très faibles comparativement autres pays en voie de développement: les revenus sont inférieurs, le taux de mortalité infantile plus élevé, l'espérance de vie plus courte, l'illettrisme plus répandu, la malnutrition davantage présente et une plus grande proportion de ménages ne dispose pas d'accès à l'eau potable et aux systèmes d'assainissement améliorés.

La faiblesse du revenu, cause principal du mal développement, se traduit souvent par une malnutrition et une insécurité alimentaire chronique, et sont généralement dues à une insuffisance, voire une baisse de la production agricole, accompagnée d'un très faible degré de commercialisation des récoltes. Une production agricole subissant des aléas climatiques

Pour combler la faiblesse du revenu agricole, les paysans explorent d'autres opportunités de revenus, entre autres les petits booulots dans les centres urbains, le commerce informel, les petites mines, qui ont connu une forte expansion depuis le début des années 1990, mais les petits exploitants miniers font face aux mêmes problèmes de commercialisation que les exploitants agricoles.

Cette quête de revenu supplémentaire pousse également les paysans à migrer par moments vers les zones péri-urbaines pour chercher un travail salarié ou pour se lancer dans des petites activités rémunératrices, auquel cas, ils se heurtent aux problèmes de l'emploi et aux difficultés liées aux petites activités informelles.

Plusieurs régions sont démunies du pays en matière d'investissement public ; le faible degré de commercialisation des produits provient essentiellement de la carence des infrastructures routières et des infrastructures de marché, en plus de l'insuffisance des quantités produites.

Les carences en infrastructures découlent, à leur tour, de l'insuffisance des ressources publiques et de la faiblesse des systèmes de planification. Les contraintes en termes d'outils de production et de financement dérivent du déficit du système financier, incapable de répondre aux besoins des petits producteurs.

En outre, l'insécurité est due principalement à la désorganisation des forces de l'ordre et à la culture d'impunité favorisée par le dysfonctionnement du système judiciaire.

Le déficit du capital humain (faible niveau d'éducation et précarité de l'état de santé) demeure, en grande partie, la conséquence d'un dysfonctionnement au niveau du système éducatif et du système de santé.

Les problèmes de l'emploi résultent généralement du défaut de qualification et du manque d'investissement sur les opportunités économiques dans les localités situées hors des grands pôles d'activité.

Les causes profondes de la pauvreté sont marquées par la mauvaise gouvernance au niveau régionale, notamment la corruption, la centralisation excessive des centres de décision, le déséquilibre des pouvoirs, l'absence de système de contrôle et de 'redevabilité', la politisation à outrance de l'Administration Publique, la faiblesse de la participation citoyenne, la faiblesse des institutions publiques ainsi que les mauvais choix en matière de politiques socio-économiques.

Une Grande majorité des ménages a évoqué en 2010 qu'ils sont les plus touchés par les aléas climatiques combinés avec des problèmes économiques (augmentation des prix de denrées résultant des couts de transport élevés. Dans certaines regions comme dans le Sud, près d'un quart d'entre eux ont déclaré en 2010 avoir perdu des biens à cause des chocs climatiques Ces chocs ont aggravé la situation de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle

Quant aux autres racines des problèmes du développement, elles se situent :

D'une part dans la croissance démographique actuelle[1] : selon INSTAT en 2008-2009, l'indice de fécondité tourne à 4,8 au niveau du pays. Cette croissance crée une pression insoutenable sur les ressources naturelles et l'environnement, sur les infrastructures et les équipements actuels et sur l'habitat,

Et d'autre part dans notre environnement socio-culturel qui se trouve, à plusieurs égards, en antinomie avec le concept de développement moderne ; à noter, en particulier : l'ombre d'un système féodal, la persistance de croyances diverses - l'attachement et l'occupation de la terre natale, le mariage précoce, le dogmatisme, le culte de pensée unique et certains revers du concept du « fihavanana ».

1.4 Gouvernance et Etat de droit

1.4.1 Gouvernance à améliorer

Le fonctionnement actuel des institutions a conduit à une dépendance malheureuse du secteur économique vis à vis de l' administration étatique trés faible, et a généré une complicité systémique entre quelques entreprises et l'Etat. Il en résulte un système exclusif qui ne crée pas des opportunités économiques pour tous les acteurs et les Malagasy en particulier.

Depuis notre indépendance, nous avons vécu une instabilité politique chronique. De fréquents changements de régime ont jalonné notre histoire politique. Quatre présidents élus au suffrage

---

[1] *Un taux de croissance démographique annuel moyen est de 2,8% et l'indice de fécondité tourne autour de 4,8 au niveau du pays selon Instat 2008*

universel ont été tous destitués avant la fin de leur mandat, entrainant des querelles politiques sans fin qui prennent en otage la population entière avec des mediations de la communauté internationale

Le mécanisme de séparation des pouvoirs (exécutif, législatif, judiciaire) fonctionne mal. Le Président de la République a une emprise sur le Parlement et le système judicaire, à tel point que ces deux institutions ne peuvent fonctionner en toute indépendance conformément à la loi en vigueur.

Les problèmes de gouvernance contribuent de manière significative à la fragilité du pays. Ils concernent aussi bien l'organisation et la capacité de l'administration, que la corruption et la mauvaise gestion favorisés par l'impunité généralisée. Ceci constitue l'une des causes principales de la pauvreté dans laquelle est plongée une grande majorité de notre population qui a perdu confiance à l'Etat.

Cette mauvaise gouvernance se manifeste par :

- Une absence de volonté politique d' un gouvernement pour un développement inclusif
- une absence de l'Etat de droit ;
- un dysfonctionnement des institutions politiques et de l'administration politique ;
- un déficit de participation citoyenne ;
- un processus de décentralisation inachevé
- une absence de coordination des services pour la population

1.4.2 Une gouvernance favorisant l'exclusivité

L' abcence d'une vraie autorité politique intermediaire soit au niveau des anciennes provinces, soit au niveau des regions, disposant de tous les moyens, favorise une exclusion économique, sociale et politique de la majorité de la population par une minorité orientée vers les affaires.

Combiné avec la corruption sans fin et la montée d' acteurs économiques rapaces cherchant à exploiter nos ressouces naturelles, cette exclusion sociale et la déresponsabilisation des Malagasy constituent un important un moteur de destabilisation, ayant le potentiel pour devenir un facteur majeur de déclenchement pour une crise socio-politique future.

Par ailleurs, le manque d' opportunités d' avancement économique a entretenu un système dans lequel l'entrée en politique ou la recherche d'une carrière dans l' administration publique ou dans une institution stratégique de l' Etat (Omnis, JIRAMA, ARO...) offre le chemin le plus avantageux vers la prospérité pour une minorité et une carrière professionnelle.

1.4.3 Etat de droit non respecté favorisant l'insécurité

En dépit de l'existence d'un arsenal juridique fourni et comme par ailleurs dans tout le pays, la puissance publique ne se soumet pas véritablement au droit. Certains dirigeants régionaux designés passent outre les dispositions légales, créant ainsi une situation de non-droit :

- *Inégalité de tous devant la loi.* Des nantis, des détenteurs du pouvoir et des personnalités politiques agissent au-dessus de la loi.
- *Absence d'indépendance et d'impartialité de la justice.* Des interventions en haut lieu mettent les juges et les magistrats sous-pression sur des dossiers brûlants.

Par ailleurs, les autorités régionales accèdent au pouvoir par le truchement de désignations (Chefs de régions, préfets...), sans être légitimés par les urnes. D'autres sont élus à l'issue d'élections non conformes aux principes démocratiques (c'est-à-dire, qu'ils sont mal élus). Le système électoral est perverti par l'argent.

En ce qui concerne la Justice, les Malagasy ont de moins en moins confiance en cette noble institution. Celle-ci est perçue comme un instrument non indépendant entre les mains de l'exécutif et des magistrats corrompus favorisant ainsi une culture de l'impunité, accentuant l'affaiblissement de l'Etat de droit, discréditant le système judiciaire et partant aggravant la fracture entre le pouvoir et les justiciables, contraignant souvent ces derniers à utiliser la justice dite populaire pour régler leurs différends. Tous ceci engendrent des conflits et tensions au sein de la communauté.

L'environnement sécuritaire continue de se détériorer. La loi du plus fort prend le dessus sur l'autorité de l'Etat, dû à la faible présence voire la quasi absence de l'Etat. La confiance entre Autorité/Population s'est complètement dégradée. La pauvreté et le chômage amplifient cette insécurité généralisée.
Ainsi, les déséquilibres territoriaux et ethniques, la hausse du banditisme perte de confiance dans l'Etat et le système judiciaire (Tribunal et forces de l'ordre), violences intercommunautaires, cas de justice populaire, et tensions liées à l'exploitation des ressources naturelles constituent des facteurs de conflit et de tension importants au niveau de la région.

Avec la perception d'une justice non indépendante et la pauvreté ambiante de la population, cette défaillance de l'Etat se traduit par le non-respect des droits de l'homme.

La République de Madagascar est fondée sur un double héritage : le système féodal traditionnel Malagasy et le système d'Etat colonial français. Aujourd'hui, ce poids du passé politique et socio culturel nourrit le culte de la personnalité, la pensée unique et entraine un grave dysfonctionnement des institutions politiques surtout au niveau de la région où la population a des difficultés à accéder à l'information.

La consolidation de la paix et de la sécurité communautaire nécessitant une collaboration entre les acteurs des différents niveaux reste encore un énorme défi. La restauration de la confiance entre les autorités et la population et le rétablissement de la sécurité sont des éléments fondamentaux du processus de développement du pays que nous allons mener avec determinantion

1.4.4 Gouvernance administrative et financière à améliorer

Au niveau de la gouvernance administrative et financière, l'Etat est confronté à :

-une politisation à outrance de l'Administration Publique et des Forces de l'Ordre.

-une gestion des finances publiques non-transparente et inefficace ; une faible fiscalisation, une dépendance aux financements externes, un suivi des dépenses incomplet surtout au niveau des régions.

- un mécanisme de contrôle pseudo-indépendant et inefficace.

-les finances publiques présentent de nombreuses failles qui pourraient handicaper la relance du développement au niveau de la région et du pays en général : le déficit d'indépendance et de redevabilité occasionne des abus de pouvoir, de la corruption, du népotisme et du laxisme à tous les niveaux de l'Administration. La faiblesse de la mobilisation des ressources internes handicape les investissements à terme. Les Malagasy ont affaire à une administration à la fois lourde et inefficace gangrenée par la corruption.

Le dysfonctionnement de l'Administration Publique se manifeste notamment par une très grave défaillance dans la gestion des ressources naturelles. L'exploitation illicite de pierres précieuses sévit dans la région. Les autorités des frontières n'arrivent pas à bloquer la sortie frauduleuse des produits miniers et des animaux endémiques de la région.

1.4.5 Participation citoyenne insuffisante

Des enquêtes Afrobaromètre de 2005 et 2008 ont constaté que : comparés aux citoyens des autres pays africains, les Malagasy sont parmi les moins enclins à remettre en question les actions de leurs dirigeants ou à exiger que ces derniers rendent des comptes sur leur efficacité. C'est le sentiment de respect pour l'autorité ou l'attribution du statut de « parents » (donc veillant au bien-être de la population) aux gouvernants qui tend à prédominer. Ils ne se comportent pas comme de vrais acteurs de développement. En plus la population se trouve tiraillée entre le passé (le respect du fanjakana, « le pouvoir royal ») et ses aspirations démocratiques (demande de pouvoir de contrôle des citoyens). Dans le contexte de défaillance de l'Etat de droit et de mauvaise gouvernance, les Malagasy ne se sentent pas responsables

Une telle situation handicape le mécanisme de participation citoyenne. Investie d'une mission d'éducation et d'interpellation, la société civile qui joue le role de corps intermediaire assurant le lien entre lesindividus et l'Etat reste encore, faible, éparpillée et inefficace. Elle devient généralement prestataire de services de ses organes de financement. L'approche genre reste non encore considérée dans le processus de développement. Les femmes s'avèrent encore sous-représentées dans les fonctions politiques.

1.4.6 Processus de décentralisation inachevé qui handicape une bonne gouvernance régionale et une bonne coordination

Un pouvoir longtemps resté entre les mains d'une oligarchie confinée dans la Capitale, fait l'objet d'une forte revendication de la part des régions. Celles-ci habituellement oubliées par le pouvoir central prennent conscience de leur retard sur le plan du développement par rapport à la structure macrocéphale de la Capitale.

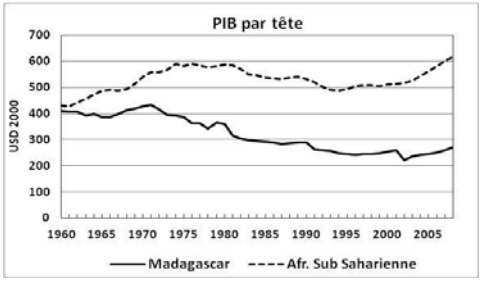
La décentralisation politique, à travers le découpage du territoire national en entités locales et autonomes, a été acceptée depuis l'indépendance, mais le processus n'est pas encore complètement abouti : les chefs de régions ne sont pas autonomes politiquement car choisis par le Gouvernement; les seules entités autonomes politiquement sont les communes. Or, les mairies n'ont guère les moyens financiers pour assumer les responsabilités qui devraient leur être dévolues. Bien qu'il y ait un frémissement dans la participation citoyenne en matière de gestion du budget communale, dans une centaine de communes, 95% des dépenses publiques demeurent contrôlées par l'Administration centrale. Cette asymétrie engendre des inégalités inter-régionales, notamment sur le plan de l'accès aux services sociaux de base, de nature à entrainer des frustrations sociales et marasmes économiques.

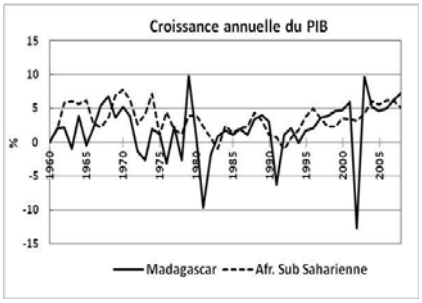
En outre, le processus de décentralisation est sapé par l'inefficacité du système de planification territoriale. L'absence d'une planification coordonnée à partir des régions s'inscrivant dans la durée constitue l'une des principales causes des disparités inter-régionales. En effet, les actions de développement du pays ont été planifiées et réalisées de façon sectorielle et ponctuelle ; les différentes stratégies de développement appliquées jusque-là présentent des limites, dont les plus importantes sont : (i) le manque de territorialisation, (ii) l'approche fortement sectorielle et (iii) la faible implication et appropriation des acteurs. Les débats territoriaux s'avèrent insuffisants, les acteurs locaux, faiblement représentés, ne sont pas entendus.

1.5 Economie

1.5.1 Une performance économique insuffisante induisant une fragilité très aigue au niveau de la région

Depuis au moins cinq décennies, notre économie n'affiche pas une performance plus reluisante et ceci explique la pauvreté chronique des Malagasy. Le taux de croissance moyen de notre notre économie s'élève à environ 2% et le taux d'investissement moyen ne dépasse pas les 15% du PIB. Ce niveau d'investissement explique structurellement la croissance obtenue Le PIB par habitant accuse une tendance à la baisse et se retrouve aujourd'hui à moins de 400 dollars par an. La croissance économique reste trop faible et insuffisante pour réduire la pauvreté, l'insécurité alimentaire et les déficits sociaux. Le pays s'est retrouvé ainsi continuellement pris dans une trappe de pauvreté.





La structure de l'économie du pays n'a quasiment pas changé depuis des décennies. Le secteur agricole constitue le principal pourvoyeur d'emplois. Cependant, l'agriculture ne génère que de faibles ressources pour les ménages même si elle forme la majeure partie de leurs revenus. L'activité agricole reste en effet majoritairement de subsistance

Les principales activités économiques du pays comprennent l'agriculture, l'élevage et la pêche. Principale source de revenu de la majorité des ménages, l'agriculture ne génère cependant que de faibles ressources. Les revenus issus de l'agriculture sont souvent complétés par d'autres activités économiques telles que l'achat-revente de produits de première nécessité, l'artisanat ou la transformation alimentaire. Ces activités peuvent être davantage génératrices de revenus monétaires que l'agriculture, mais restent secondaires en termes d'investissement en efforts et en temps. Les autres activités reposent sur un tourisme en développement et sur les différents services de l'État. Le système productif est fragilisé par des approvisionnements onéreux et irréguliers, des financements inexistants ou peu accessibles, et une formation professionnelle inadaptée.

Malgré ce constat d' ordre général, des taux de croissance relativement performants ont été enregistrés pendant certaines périodes mais sont quelque peu trompeurs, étant donné que le marché ne se développait que graduellement. En somme la croissance ne profita qu'à un relativement petit groupe d'élites, les excédents étant transférés à l'étranger, et une grande partie des élites réinvestissant à peine dans l'économie Malagasy.

1.5.2 La promotion de l'emploi n'existait pas.

La stratégie de l'emploi inclusive de notre pays reste à développer. Les enquêtes auprès des ménages rappellent que le maintien du pouvoir d'achat par un emploi stable et rémunérateur demeure leur première priorité.

Le pays est caractérisée d' une part par un tissu peu développé des systèmes productifs, notamment en ce qui concerne l'économie structurée pourvoyeur d' emploi, et d' autre part par une qualité des offres relativement limitée en raison de la faiblesse des systèmes de formation professionnelle, de développement de compétences et de métiers, ainsi que de l'information et de l'observation en matière de l'emploi affectant ainsi la productivité du capital humain, la compétitivité des secteurs et filières, l'attrait de l'environnement aux investissements.

Il n'existe pas encore de stratégie de l'emploi inclusive à Madagascar, On reagit ponctuellement aux pressions sociales et économiques, avec par exemple des effets d'annonce concernant les travaux publics à haute intensité de main d'œuvre (programme à impact limité). Cette défaillance nuit à l'émergence d'un emploi décent, et contribue à l'émergence de tensions entre une minorité de privilégiés (qui ont un travail décent et rémunérateur).

La promotion de l'emploi présente un double enjeu :

- Economique : le travail est le moteur de croissance de l'économie
- Social : l'emploi constitue le meilleur moyen pour les ménages d'avoir un revenu

La population active est relativement jeune. Beaucoup sont sous employés.

Pourcentage de travailleurs (15-59 ans) dans l'agriculture

Région	Femmes	Hommes
Moyenne Madagascar	72,5%	73,5%

Sources ; INSTAT/EDS-IV Madagascar 2008-2009

Ces dernières années, les organisations non-gouvernementales, quel que soit leur mandat (développement, santé, protection de l'environnement), constituent une source d'emploi et un facteur de dynamisme local non négligeable.

1.5.3 Une situation macroéconomique à ameliorer

L'inflation a plané entre 6 à 7%, le déficit budgétaire est resté inférieur à 2% du PIB et le déficit courant s'est amoindri pendant la crise, atteignant -0,3% du PIB en 2014. Les crédits, en particulier ceux dans le secteur des micro-, petites et moyennes entreprises (PME), se font rares et coûtent cher, représentant uniquement 12% du PIB à la fin de l'année 2014, ce qui est bien au-dessous de la

moyenne en Afrique Subsaharienne. Le ratio dette publique-PIB est relativement peu élevé (37,3% en 2014) et la dette extérieure correspond aux deux tiers du total. La stabilité macroéconomique est menacée le faible niveau des recettes fiscales qui ne représentaient que 9,7% du PIB en 2014 et se situait bien en-dessous de la moyenne de 15,6% du PIB des pays à faibles revenus (moyenne 2005-2012). Ce niveau de recettes ne permet pas de financer les investissements publics nécessaires au développement ni une prestation adéquate des services publics

Une nouvelle stratégie économique doit étre mise en oeuvre pour soutenir une croissance inclusive et inverser la tendance de la performance économique modeste, la détérioration des conditions sociales observée au cours des dernières années. Pour la politique budgétaire le principal objectif est d'augmenter les recettes et de optimiser les dépenses budgétaires afin de dégager des marges suffisantes pour financer les dépenses prioritaires, en particulier les dépenses sociales et d'infrastructure ; en ce qui concerne la politique monétaire, l'objectif est de réguler la liquidité intérieure afin de normaliser les tendances des activités économiques et d'atteindre les objectifs d'inflation inférieurs à 5%. La réforme du système financier répondra aux défis liés aux impératifs de développement : la concurrence au sein du secteur ; diversification des produits financiers ; et élargissement de l'accès pour les agents économiques.

1.6 Secteurs essentiels.

1.6.1 Agriculture non performante : principale source de revenus de la population

L'Agriculture est conduite de manière très extensive. Ils constituent le cœur de l'économie de la grande majorité des ménages. Or ce secteur, essentiellement vivrière, ne parvient pas à subvenir aux besoins alimentaires d'une population en constante progression (croissance d'environ 2.9% par an), ni à accroître ses revenus.

Le secteur Agriculture, Elevage et Pêche (AEP) est généralement caractérisé par une faible performance, avec une contribution au PIB stagnant autour de 26% au niveau du pays et un taux de croissance longtemps contenu à moins 2%. Il y a très peu d'emplois salariés. Ainsi, les petits agriculteurs se trouvent être les plus frappés par la pauvreté. En effet, si dans l'ensemble 7 Malagasy sur 10 sont considérés comme pauvres, ils étaient 9 sur 10 parmi les petits agriculteurs à vivre sous le seuil de pauvreté, en 2010 (EMP 2010).
Cette situation résulte de plusieurs facteurs, entres autres : la faiblesse de la productivité, l'atomisation de la production, l'insécurité, l'acces au foncier ainsi que les problèmes d'enclavement et de surexploitation des ressources.

Le développement des activités génératrices de revenus a été initié avec l'appui des partenaires dans l'agriculture et l'élevage au cours de ces dernières années : culture maraichère ou culture à des fins de commerce en dynamisant des chaînes de valeur, c'est à dire toutes les étapes et activités définies pour mener un produit de sa conception jusqu'à sa consommation finale

1. ***<u>Problématiques spécifiques aux secteurs</u>***

Dans l'agriculture, on note la prédominance de l'exploitation traditionnelle, de petite taille, peu intensive, à faible rendement et orientée vers l'autoconsommation. L'insuffisance chronique d'eau aggravée par l'inégalité à l'accès aux ressources naturelles (eau et terre) et financières. Il en est de même de la faible disponibilité des intrants, de l'exportation dont les produits sont restés les mêmes depuis des années.

Le pays est caractérisé, d'une part par un déclin de la production agricole. Il résultent, entre autres, de la faiblesse de productivité, lié au vieillissement (et parfois l'inadaptation) du matériel végétal, à la dégradation des sols des fois peu fertiles sous l'effet de l'érosion hydrique et éolienne et l'absence de tout amendement, à l'ensablement des réseaux d'irrigation et de drainage, à la destruction des ouvrages par les inondations déclenchées par les cyclones, à la diffusion limitée des technologies appropriées, au sous-équipement des exploitations pour le travail du sol. Ce déclin de la production est, elle-même, une conséquence de l'absence d'infrastructure de production (infrastructures d'irrigation, hydro agricoles …), de l'archaïsme des outils de production doublé de la faiblesse des capacités de financement, de l'insécurité, de la faiblesse du niveau d'instruction ainsi que de la précarité de l'état de

santé des petits producteurs et d' autre part par l'importance des pertes post-récolte en l'absence de techniques et d'infrastructures adaptées.

L'élevage, conduit également de manière très extensive, a un rôle très important pour la communanuté rurale. D'une manière générale, zébus, chèvres, moutons et volailles tiennent lieu d'épargne mobilisable plus ou moins facilement par les ménages selon sa nature. Les principales contraintes pour le développement du sous-secteur sont liées à la prédominance de l'élevage traditionnel, à la faiblesse de la couverture sanitaire et de la santé publique vétérinaire, à la dégradation des ressources pastorales, mais aussi aux problèmes d'accès à l'eau dans certaines regions du Sud du pays.

Par ailleurs, le développement du secteur Agriculture est freiné par de nombreux conflicts fonciers et par la difficulté d'accés au foncier. En plus, la préoccupation sur la sécurisation du foncier est bien réelle face au phénomène d'acquisition de terres à grande échelle. La détention des titres fonciers demeure un privilège: les coûts évalués à 500 dollars US avec un délai d'attente de six ans ne sont pas à la portée du petit producteur agricole[2]. La gestion foncière décentralisée à travers la mise à disposition d'une institution de proximité qu'est le guichet foncier doit être renforcer. Nous allons activiver la délivrance de documents de preuve de propriété à des coûts abordables et des délais moindres.

2. ***Problèmes au niveau des acteurs du développement***

Les acteurs du développement de l'agriculture, élevage et pèche sont également confrontés à diverses contraintes. Pour le secteur privé, il s'agit de l'insuffisance des moyens, de l'atomisation de la production qui réduit sa compétitivité, des difficultés de professionnalisation à cause des opportunistes, ainsi que de la limite du marché intérieur. Ceci est aggravé par l'insécurité dans les zones rurales, la morosité du climat des affaires, le déficit du dialogue public-privé, la faible implication dans la gouvernance des secteurs accompagné d'une certaine méfiance et la corruption croissante.

Faute de moyens des services vétérinaires, la surveillance épidémiologique entreprise jusqu'ici est réduite (limitée à quelques maladies) ; elle ne permet plus de détecter de façon précoce l'émergence de nouveaux foyers épidémiques et d'intervenir rapidement en cas d'urgence. Le manque d'infrastructures d'abattages répondant aux normes règlementaires ne permet d'assurer l'inspection sanitaire des carcasses des animaux destinés au marché national, ce qui induit des risques pour la santé publique du fait d'une mauvaise application des mesures d'hygiène le long de la chaine de production. Les ressources halieutiques sont soumises aux mêmes contraintes sanitaires, l'inspection sanitaire des produits de la pêche destinée au marché local n'étant pas assurée au même niveau par l'Autorité sanitaire halieutique que pour ceux destinés à l'exportation, faute de moyens.

Pour les petits exploitants, les problèmes se situent au niveau de : la faiblesse des moyens de production, l'archaïsme des techniques, l'absence d'équipement ou d'infrastructure de stockage, la difficulté d'accéder aux marchés et aux financements, le problème d'accès aux services, la faiblesse de l'organisation et de la structuration, et l'inaptitude à participer au dialogue social. En plus la connexion entre les petits producteurs et les consommateurs du reste du pays est dérisoire dû à l'enclavement physique (transport, communication réseaux d'information au niveau des communautés rurales. Celles-ci ne sont pas en mesure de connaître les exigences de qualité et d'hygiène des consommateurs ou de tisser des contacts avec des acheteurs et des banques, partenaires pourtant indispensables au développement du secteur et du commerce régional et national.

Les Centres de Services Agricoles (CSA) ont le statut d'ONG mais sont doté d'une mission de service public. Leur service est déficient dû à l'insuffisance de ces ressources. Leurs équipes sont très réduites par rapport aux zones et populations à couvrir. Les CSA sont le pendant technique du FDA (et ses FRDA) qui est l'outil financier. Les Fonds régionaux de développement agricole (FRDA) permettent d'allouer des subventions aux producteurs et leurs groupements et associations, mais ce dispositif est fragile (financement trop court dans la durée et assuré jusqu'à présent par les seuls bailleurs de fonds, capacités organisationnelles, de mobilisation et de représentation variables des Chambres d'agriculture et des groupements de producteurs) et ne couvre par l'ensemble des régions.

---

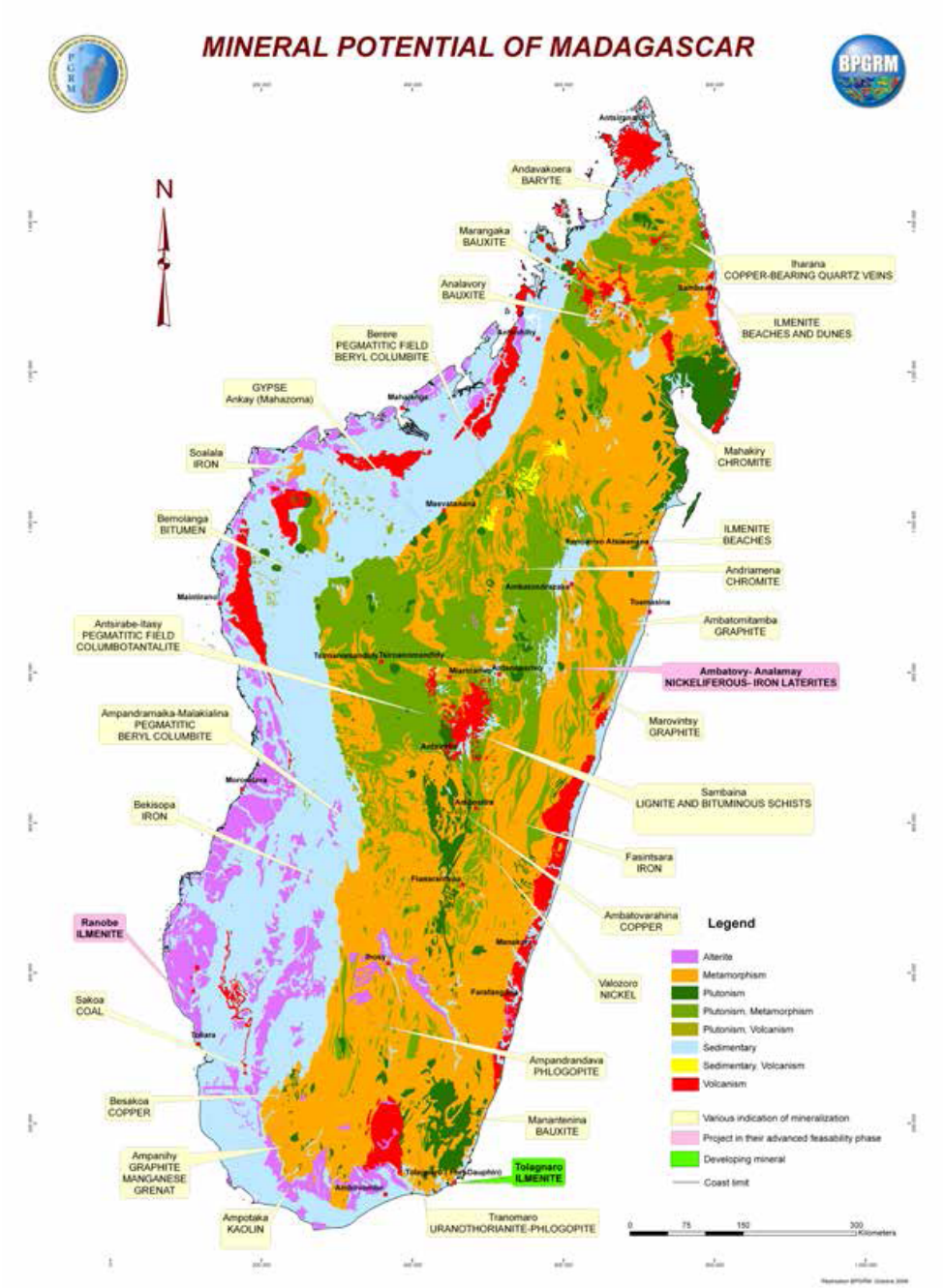
[2] Sources Ministere en charge de l' Amenagement du territoire et Etudes de la Banque Mondiale.

Tous les ans, des milliers jeunes ruraux arrivent sur le marché du travail. Ces derniers n'ont pas accès aux facteurs de capitalisation (outils, intrants, financement, …) et manquent de formation.
Les défis restent donc nombreux.

1.6.2 Mines : fortes potentialités et gouvernance défaillante

Nous disposons d'énormes richesses, incluant les pierres précieuses et les minerais industriels, un potentiel minier immense encore largement inexploité. Depuis la mise en fonction du code minier en 1999, plus de 4 400 000 permis miniers de recherche et d'exploitation ont été délivrés depuis 2011, montrant ainsi l'intérêt des opérateurs nationaux et internationaux dans le secteur minier contribuant au renforcement du notre tissu économique. L'activité minière est sujette à différents enjeux : (i) économique : l' exploitation minière favorise la création d'emplois directs et la création d'activités périphériques nécessaires au projet minier, (ii) social : l'engagement de la communauté locale constitue une garantie et une licence sociale d'opérer dans une optique d'équité et de développement durable et (iii) environnemental : le cadre de respect de l'environnement est d'une importance capitale dans la mise en place d'une exploitation minière.

Toutes fois la richesse souterraine constitue un atout non renouvelable qui requiert une gestion prudente et efficace. C'est donc bien le rôle moteur de ce secteur minier qui se concrétisera par l'utilisation pertinente de la rente minière. Cette rente devra être investie pour permettre aux habitants des zones rurales touchées par le projet d'améliorer leurs conditions de vie à moyen et à long terme, eux qui ne maîtrisent pas même leur présent. D'où l'enjeu de la gouvernance minière.



—

A côté des mines industrielles, l'exploitation minière se résumait principalement à l'extraction artisanale opaques, illicites ou clandestines et à petite échelle des pierres précieuses et semi-précieuses telles que le saphir et le rubis et d'autres. Les produits extraits ne sont jamais déclarés et empruntent systématiquement des circuits 'souterrains' (marché noir). Même les exploitants formels (titulaires de permis) ne révèlent pratiquement jamais les vrais résultats de leurs activités.

L'enjeu principal du secteur minier consiste à maximiser sa contribution réelle à l'économie et au développement en améliorant le niveau de collecte des recettes et redevances, ainsi qu'en assurant leur utilisation optimale et la bonne gouvernance du secteur.

Nous devons faire faire face aux attentes croissantes de la population vis-à-vis des retombées du secteur des mines. Les uns voient dans le développement des grands projets miniers une opportunité tant pour l'emploi que pour les affaires, les autres une menace sur l'environnement ou l'inflation. Les populations voisines, en majorité pauvres et rurales, se sentent « déshéritées » et réclament naturellement leur part des bénéfices. Pour résister à l'opportunisme dans la gestion des ressources minérales, il faut une ferme volonté politique, un engagement fort de la part des autorités et un renforcement de la redevabilité sociale et une bonne gouvernance du secteur.

1.6.3 Un secteur de tourisme en développement.

Le classement 2015 du World Economic Forum (WEF) place Madagascar à la 121ème place sur 141 pays en matière de compétitivité du tourisme, soulignant la nécessité de fournir d'importants efforts pour dynamiser ce secteur

Le pays possède des atouts indéniables pour le développement d'activités connexes à haute valeur ajoutée, comme le tourisme, notamment un capital naturel (terrestre et maritime) étendu, ainsi qu'un capital environnemental d'une grande valeur, marqué, en particulier, par une riche biodiversité : 5 000km de littoral, des écosystèmes variés, une flore et une faune à haute endémicité, de nombreuses réserves naturelles, etc. A cela s'ajoute la culture et l'artisanat, l'hospitalité de la population, etc.

Malgré d'autres facteurs structurels constituant un frein à l'épanouissement du secteur, en l'occurrence, les carences en infrastructures routières, , auxquels s'ajoutent le manque de standing et de professionnalisme dans les structures d'accueil.

Les visiteurs viennent à Madagascar surtout pour découvrir et apprécier la nature. A cet effet, c'est surtout l'écotourisme qui est le plus largement pratiqué ; celui-ci reste le principal motif de la visite (36% des visiteurs déclarent venir pour faire de l'écotourisme). Les endroits les plus visités sont ainsi les sites à écosystèmes particuliers, notamment : l'Isalo, les Tsigny, les forêts où l'on trouve des lémuriens . D autres sites touristiques comme Nosybe, Sainte Marie ... restent à développer.

1.6.4 Télécommunication et NTIC : un outil de développement

1. ***<u>Infrastructure en développement</u>***

Les technologies de l'information et des télécommunications sont des outils majeurs de diffusion du savoir et des informations dont les acteurs de l'agriculture ont besoin pour améliorer les procédés de production. Les télécommunications sont également des outils essentiels pour les planificateurs et les administrateurs de l'agriculture et de l'agro-alimentaire.

Les infrastructures de télécommunications mises au fil des années permettent actuellement de couvrir l'ensemble de l'Ile par les services de téléphonie mobile. Ils permettront le développement d'outils de travail collaboratifs et faciliteront la circulation de l'information et l'accès aux nouveaux usagers des TIC

Madagascar dispose d'un réseau de centrales téléphoniques et de relais de transmission de faisceaux hertziens Des réseaux d'accès haut débit sans fil sont en cours de déploiement, permettant la convergence des voix, des données et des communications le 3G, LTE.

Madagascar est relié au réseau mondial de deux manières : (i) par Le câble Lion de Orange France, long de 1.800 Km, reliant Toamasina à Saint Denis (Accès international par le réseau WASCSAFE-SAT3), d'une capacité de 1,3 Tbps et (ii) par Le câble Eassy passant par le canal de Mozambique et fournissant un branchement au niveau de Toliara, ayant une capacité de 1,4 Tbps.

2. Services de téléphonie et de connexion

La connexion virtuelle, telle que mesurée par la télé densité a connu un certain progrès entre 2007 et 2013, mais seulement 6 millions des 22 millions d'habitants du pays (soit 27%) avaient accès à un téléphone. Le secteur des télécommunications et des TIC a connu depuis le début des années 1990, une expansion significative est attendue dans les années à venir. L'avènement de la téléphonie mobile a précisément accéléré la 'connectivité' entre nous. Le développement des réseaux mobiles et des transactions de téléphonie mobile au cours de ces dernières années a promu la concurrence entre les services financiers ; cela pourrait conduire à des services moins coûteux et plus accessibles pour les clients, en particulier les particuliers dans la région et les PME, tout en favorisant le processus d'inclusion financière

Les développements positifs dans l'Internet et le haut débit se matérialisent également suite à l'arrivée des premiers câbles de fibre optique sous-marins internationaux, LION et EASSy, sur l'île en 2009 et 2010. Rendre l'accès à Internet plus abordable pour une plus grande partie de la population. Le câble IOX devrait être prêt pour le début de l'année 2019, ce qui fournira une capacité supplémentaire pour soutenir la croissance rapide en demande des données mobiles.

Les taux de pénétration dans tous les secteurs du marché sont toujours inférieurs aux moyennes africaines, et il reste donc un excellent potentiel de croissance.

Taux de pénétration du marché

Téléphonie fixe	1,0%
Internet fixe	5,9%
SIM mobile (population)	51%

1.6.5 Energie handicapante

La grande majorité des foyers Malagasy vit encore sans électricité, le taux d'accès au niveau national étant estimé aujourd'hui à 14-15%. La faible fourniture en électricité constitue un goulot d'étranglement pour le développement économique et social du pays, à cause d'une défaillance de l'offre en quantité et en qualité, de cout relativement élevé, d'une couverture territoriale insuffisante et d'une gouvernance inefficace du secteur, particulièrement la JIRAMA principal acteur énergique.

Madagascar accuse un retard le plus significatif en matière d'électrification malgré qu'elle dispose d'un potentiel d'énergies renouvelables très important et encore peu valorisé, qu'il soit solaire, éolien ou hydraulique.

La consommation énergétique par habitant est de 0,2 tep/an, parmi les plus faibles du monde, la moyenne mondiale étant de 1,6 tep/an. Elle repose pour le moment essentiellement sur l'utilisation du

bois et de ses dérivés, ce qui a fortement contribué à la déforestation. Or dans les zones offrant des débouchés commerciaux, l'accès à l'électricité peut avoir un effet positif important sur les revenus[3].

1.6.6 Infrastructures Insuffisantes et mal entretenues.

Le manque d'infrastructures structurantes et leur vétusté est une entrave majeure au développement économique et social du pays, et un facteur de vulnérabilité de la population. Une énorme faiblesse du pays consiste en son manque de connectivité, aussi bien interne qu'externe. De nombreuses zones demeurent enclavées, l'accès aux écoles et aux centres de santé de base s'avère souvent difficile, le secteur agricole se voit pénalisé par les difficultés dans l'acheminement des intrants et la sortie des productions, et les coûts de transport érodent le pouvoir d'achat.

Le taux de désenclavement est estimé à 51% (autrement dit, environ un village sur deux se trouve à moins de 2 km d'une route praticable).

Les routes existantes sont, pour une large part, un héritage de l'époque coloniale. En général, 31% des routes sont en bon état à Madagascar contre 44% en Afrique Subsaharienne (MTPM, 2013). Leur état s'est dégradé durant des années, faute de ressources, d'organisation et de vision. La création du FER a permis de redresser partiellement cette situation, mais les améliorations ont été très lentes.

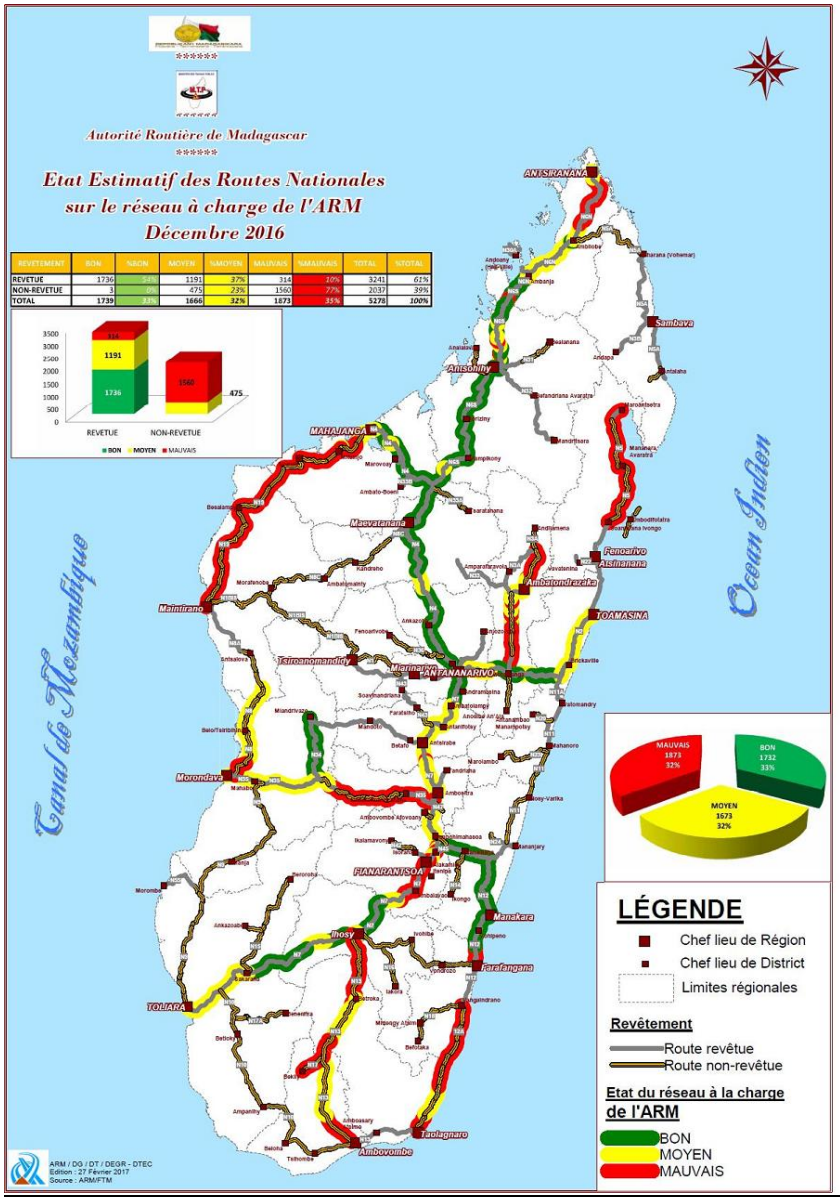
–

Non seulement les infrastructures sont insuffisantes et mal ou peu utilisées dans plusieurs zones de Madagascar, mais sa couverture et leur connectivité présentent une lacune. Les routes restent les infrastructures de transport les plus utilisés, représentant environ 95% des déplacements interurbains de voyageurs et environ 90% du transport de marchandises. La réduction des coûts des transports contribuerait fortement à l'amélioration développement du marché régional et national

Quelques chiffres

- La densité de routes revêtues à Madagascar est de 9,7 km par millier de km2 (comparé à 31km en moyenne en Afrique Subsaharienne)
- Trois à quatre communes sur dix seulement sont accessibles en permanence
- 73,2% de la population vivent à plus de 5km de centre de santé
- Les routes en bon état ne représentaient que 10 % de l'ensemble du réseau routier

[3] Etude de la Banque Mondiale


Autorité Routière de Madagascar
Etat Estimatif des Routes Nationales
sur le réseau à charge de l'ARM
Décembre 2016
REVETEMENT | BON | %BON | MOYEN | %MOYEN | MAUVAIS | %MAUVAIS | TOTAL | %TOTAL
REVETUE | 1736 | 57% | 1191 | 37% | 314 | 10% | 3241 | 61%
NON-REVETUE | 3 | 0% | 475 | 23% | 1560 | 77% | 2037 | 39%
TOTAL | 1739 | 33% | 1666 | 32% | 1873 | 35% | 5278 | 100%
REVETUE
NON-REVETUE
BON
MOYEN
MAUVAIS
Canal de Mozambique
Ocean Indien
ANTSIRANANA
Sambava
Antsohihy
MAHAJANGA
Maevatanana
Mainitrano
Tsiroanomandidy
Miarinarivo
ANTANANARIVO
Fenoarivo Atsinanana
Ambatondrazaka
TOAMASINA
Morondava
FIANARANTSOA
Manakara
Ihosy
Farafangana
TOLIARA
Fandagnaro
Ambovombe
MAUVAIS 1873 32%
BON 1732 33%
MOYEN 1673 32%
LÉGENDE
Chef lieu de Région
Chef lieu de District
Limites régionales
Revêtement
Route revêtue
Route non-revêtue
Etat du réseau à la charge de l'ARM
BON
MOYEN
MAUVAIS
ARM / DG / DT / DEGR - DTEC
Edition : 27 Février 2017
Source : ARM/FTM

1.6.7 Aménagement non optimal du Territoire

Depuis quatre décennies, nous faisons face à l'aggravation du déséquilibre régional caractérisé par un développement inégal entre les régions. La principale cause se trouve être l'absence d'une planification coordonnée au niveau des territoires s'inscrivant dans la durée.
Les actions de développement du pays ont été planifiées et réalisées de façon sectorielle et ponctuelle. Alors qu'une approche territoriale du développement aurait permis à la fois une planification optimale des actions et celle des investissements selon les priorités définies à la base. Cette approche territoriale donne une opportunité pour amener les collectivités territoriales à se développer par elles-mêmes et envisager un réel essor endogène.

Entre autres lacunes des stratégies connues jusqu'à présent, on peut citer : Le cadre juridique pour un aménagement optimal du territoire n'arrive pas à suivre la dynamique spatiale du territoire, l'absence de coordination et d'harmonisation des actions de développement à travers tout le territoire ne fait qu'aggraver les disparités régionales. Le manque de synergie des actions résulte de la non-application des outils de planification territoriale et sectorielle (SNAT, SRAT, SAC, etc.). L'exploitation et la transformation des potentialités territoriales limitées, les villes mal gérées et faiblement équipées, le réseau de transport mal reparti.

1.6.8 Le commerce

Comme dans la plupart des régions de Madagascar, c'est le commerce qui est, de loin, la catégorie de service la plus répandue. Plus de 80% des communes disposent de place de marche aménagée ou non. C'est un secteur difficile à cerner, compte tenu de l'étendue de l'informel dans le secteur.

Le secteur est constitué d'unités généralement non enregistrées au registre statistique et caractérisé par le petit commerce. Il concerne quelques articles de consommation courante (sucre, savon, alimentation emballée, boisson, etc.). Ils ont des petits chiffres d'affaires. Celui-ci est la principale activité d'appoint des pauvres et des groupes vulnérables, en particulier des femmes. Il est surtout familial et sert notamment à pallier aux pertes d'emploi temporaires et/ou à l'absence de revenu. Néanmoins, ces unités paient des contributions sous formes de droit de place au marché ou « haban-tsena » et quelques-unes d'entre-elles paient la patente.

Les petites unités informelles urbaines ont connu une forte expansion ces dernières années, comme solution de survie, face à l'insuffisance d'emplois formels et à la carence des politiques d'insertion, en particulier pour les jeunes et les femmes.

Le commerce admet plusieurs facettes dans toute les régions du pays du pays. Du petit commerce (épicerie) du village ou de la commune au plus grandes entreprises de distribution dans les villes, en passant par les petites gargotes. D'énormes écarts existent, en termes de chiffres d'affaires, de gamme de produits ou d'articles commercialisés, de couverture, etc.

Les collecteurs de produit locaux, constituant les principaux opérateurs commerciaux des régions, ont une position 'ambivalente' dans l'économie, en tant qu'intermédiaires entre les producteurs, d'un côté, et consommateurs ou débouchés extérieurs, de l'autre côté. D'une part, la collecte permet aux petits producteurs de vendre leurs produits, mais, d'autre part, le jeu des collecteurs les empêche de bénéficier d'un prix plus intéressant. A l'opposé, les grandes compagnies commerciales s'installent essentiellement en milieu urbain, formelles et structurées, offrent des larges de gammes de produits.

Le petit commerce est substantiellement soutenu par l'épargne familiale. Les guichets de microfinance ne couvrent que partiellement dans certaine région et les autres mécanismes d'emprunt de proximité (comme les tontines, les associations villageoises, etc.) ne sont pas encore suffisamment répandues.

La faiblesse du commerce entre les régions du pays est dû en grande partie à la faiblesse de la connectivité, à la structure de la production et à la composition quasi nul de la corbeille des exportations mais surtout, au manque de ressources locales tant au niveau financier que technologie.

« Notre développement ne peut se faire sans une remise en cause de la structure actuelle de notre économie ; ***notre développement doit être fondé sur la mise en oeuvre d'une Nouvelle Politique Economique qui a pour objectif d'améliorer notre compétitivité. Pour cela, nous devons libérer nos entreprises des carcans administratifs qui renchérissent les coûts et ralentissent les décisions de création d'entreprises, micro, petites, moyennes ou grandes.***»

1.7 Etat des lieux de la sécurité alimentaire

1.7.1 Disponibilités alimentaires

Notre alimentation est basée sur quatre types de céréales : le riz, le manioc, le maïs et la patate douce. Le riz riche en matière calorique est notre denrée de base, son offre reste insuffisante par rapport aux besoins de la population.
L'insuffisance des capacités de production à répondre aux besoins alimentaires de la population trouve son explication dans plusieurs facteurs. Parmi ces facteurs, il y a i) les faibles productivités liées aux techniques traditionnelles, ii) le manque d'infrastructures de stockage des céréales pour se prémunir en cas de catastrophes naturelles mais aussi le problème en matière de coûts des transports, d'accès au marché et iii) les aléas climatiques qui sont difficilement maîtrisables et imprévisibles.

Madagascar a été sévèrement touché par la sécheresse au cours de ces deux dernières décennies. La saison 2005/2006, celles entre 2007/2008 et 2009/2010 et dernièrement celles déclenchée par El Niño depuis septembre 2015, ont été les périodes particulièrement difficiles. Pendant la période 2014- 2016, l La sécheresse a été plus sévère et plus large.

L'intensification des phénomènes climatiques réduit de moins en moins la résilience des populations qui, n'ayant pas encore réuni toutes les conditions de relèvement par rapport aux aléas précédents, subissent déjà les suivants.
Certaines regions auraient une grande proportion de ménages avec un mauvais profil de consommation alimentaire. Les achats de nourriture représentent parfois 75 pour cent des ressources des ménages, ce qui rend ces derniers vulnérables en cas de hausse des prix ou de perturbation des

marchés. Une grande majorité a la perception que les dépenses en matière d'alimentation ont augmenté, une perception d'une détérioration des dépenses due à un problème lié aux conditions de production des ressources agricoles. Le recours à l'achat de produits plutôt qu'à l'autoproduction par l'agriculture, plus particulièrement chez les plus vulnérables, montre une certaine dépendance au marché notamment en ce qui concerne la consommation de biens de premirère necessité comme le riz ou le manioc.

1.7.2 Insécurité alimentaire

La situation de l'insécurité alimentaire est très préoccupante. Il est estimé que 8% de la population souffre d'insécurité alimentaire chronique (IAC), alors qu'environ un ménage sur deux connaîtrait une insécurité alimentaire temporaire ou saisonnière (IAS). Cette situation est répandue dans tout le pays. L'accessibilité à la nourriture est probablement la caractéristique de la sécurité alimentaire qui s'est dégradée à cause notamment d'une certaine détérioration du réseau de routes et pistes rurales, et du rétrécissement considérable de l'accès socio–économique par la voie du marché. L'extension de la pauvreté et la dégradation du pouvoir d'achat des ménages sont largement à la base de l'insécurité alimentaire. Les enfants entre 6 mois et 23 mois sont plus touchés par la malnutrition au moment ils forment leur culture alimentaire et ils ont des besoins alimentaires de plus en plus importants.

1.8 Développement Social et Capital Humain

1.8.1 Nutrition

Sur une estimation de 4 millions d'enfants de moins de cinq ans, près de la moitié souffrent de malnutrition chronique et ont en retard de croissance, l'enfant étant trop petit en comparaison avec son groupe d'âge. Ces taux sont parmi les plus élevés au monde. Ils sont alarmants pour le futur du pays aussi car un enfant atteint d'un retard de croissance éprouve des difficultés à assimiler les connaissances et sa capacité de productivité en âge adulte en est limitée

Quelques chiffres sur la nutrition à Madagascar

• 2 millions d'enfant de moins de cinq ans sont en retard de croissance ou de petite stature par rapport à leur âge ;
• Moins de la moitié des enfants âgés de 0 à 6 mois sont exclusivement allaités et ont donc une défense renforcée contre les maladies ;
• Seul un enfant de 6 à 24 mois sur 10 bénéficie d'un régime alimentaire minimum acceptable ;
• Une femme sur trois en âge de procréer (de 15 à 49 ans) souffre d'insuffisance pondérale et est de petite taille, ayant donc un risque accru de complications lors de la grossesse ou lors de l'accouchement ;
• La moitié des enfants de moins de cinq ans et des femmes enceintes ont un problème de manque de fer et présentent des anémies – conséquence négative sur de développement intellectuel et physique, et la capacité de travail des individus

La consommation alimentaire moyenne par habitant est très faible par rapport aux besoins nécessaires. Le taux moyen d'insécurité alimentaire est également parmi les plus élevés dans la region de sub-saharienne. Le taux de malnutrition chronique chez les enfants moins de 5 ans se situe autour de 47%, ce qui constitue un problème de santé publique grave. Il est associé à un risque accru de mortalité et en dépit des solutions ciblées qui ont été appliquées depuis lors, la situation nutritionnelle reste précaire.

Indicateur	*Moyenne nationale*
Taux de malnutrition chronique (enfants < 5 ans)	47 %
Taux de malnutrition aigue *Périmètre Brachial moins de 125 mm*	6.9 %
Taux de malnutrition aigue *Poids taille/ moins de -2ETou œdème*	8.6%

Source : Evaluation OMD 2012-2013

Par ailleurs, on note l'existence de poche de fort taux de malnutrition dans certains régions, le Sud par exemple, y compris des cas où le taux de malnutrition dépasse le seuil d'intervention de 10% et même par moment le seuil d'urgence de 15%. Ces résultats indiquent que la situation nutritionnelle est très alarmante.

1.8.2 Santé alarmante

Depuis une dizaine d'année, il y a une régression des indicateurs clés de santé et nous n'avons pas réalisé les OMD. Les conditions de vie de la femme sont préoccupantes, la mortalité maternelle est relativement élevée : supérieure à 478 pour 100 000 naissances vivantes en 2013, dont au moins un tiers résulte de grossesses précoces ; pour ce qui concerne les taux de mortalité des enfants, ils sont de 41% pour 1 000 naissances vivantes

En 2010, les femmes enceintes et les enfants de moins de cinq ans supportaient près de 40 pour cent du fardeau total de la maladie dans le pays.

.	Moyenne Nationale
Taux de mortalité des enfants par 1.000 naissances vivantes	42
Taux de consultation prénatale	86%
Taux d'accouchement assisté par du personnel qualifié	35,3%
Taux de mortalité maternelle pour 100.000 naissances vivantes	478

Source Evaluation OMD 2012-2013

Le profil épidémiologique de Madagascar ne diffère pas de celui de nombreux pays à faible revenu avec une forte charge de maladies transmissibles. Près de 30% des décès à Madagascar sont imputables à des maladies que l'on peut prévenir, infectieuses ou parasitaires. 50% des enfants de moins de cinq ans souffrent de retard de croissance, un taux parmi les plus élevés au monde, un résultat qui est inextricablement lié aux autres résultats en matière de développement.

Les principales maladies affectant l'enfant jusqu'à sa cinquième année sont connues (diarrhées, infections respiratoires, paludisme, malnutrition, etc.), mais le système de soins, surtout dans les zones enclavées , ne parvient pas à assurer la prise en charge de ces pathologies.

Un bon nombre d'enfants n'ont pas encore accès aux vaccinations. Le taux moyen de couverture vaccinale est de 61,1% avec un taux d'abandon élevé de plus de 15%.

Plus de 10 femmes meurent par jour à Madagascar suite à des complications liées à leur grossesse ou accouchement. Beaucoup d'accouchements (75% à 80% en 2013) s'effectuent encore à domicile, et non assistés par de personnels qualifiés dans la région.

Plus généralement, outre une amélioration sur le front du paludisme, les autres maladies transmissibles constituent encore un vrai problème de santé publique.

Bien que le taux de prévalence du VIH/Sida se situe à moins de 1%, la situation demeure inquiétante chez les groupes à risque comme les hommes pratiquant la polygamie

Ces faits marquants relèvent la faiblesse du système de santé du pays. Un système qui souffre d'une prestation inéquitable des services de santé. Il n'arrive pas à couvrir les besoins de services de soins de la population. De nombreuses communautés sont isolées et ont peu accès à des formations sanitaires. En plus la qualité des services de santé est mauvaise en général, les principaux problèmes sont la faible conformité aux procédures de diagnostic par les prestataires, le faible encadrement et suivi ; et la faible disponibilité des principaux intrants du côté de l'offre. En outre, moins de gens cherchent à obtenir des services de santé à cause de leur incapacité à payer.

L'enveloppe budgétaire très limitée et son manque de déconcentration constituent les facteurs principaux qui ont, en grande partie, provoqué cette situation, l'insuffisance du personnel de santé, en nombre et en compétence, se fait sentir dans ces zones éloignées et enclavées en est l'impact.

1.8.3 Alphabétisation très faible

Contraintes socio-culturelles et taux faible d'alphabétisation

Le taux d'alphabétisation des plus de 15 ans est passé de 59,2% en 2004 à 71,4% en 2010 à Madagascar.

Taux d'alphabétisation des individus âgés de 15 ans et plus

	Hommes	Femmes	Ensemble
Moyenne Madagascar	74,9%	68,0%	71,4%

Source : INSTAT/DSM/EPM 2010

L'insuffisance du budget consacré à ce secteur entrave le développement de l'alphabétisation.

1.8.4 Education fondamentale à améliorer tant en quantité qu'en qualité

Depuis les années 80, l'éducation de base a connu une progression significative, avec la démocratisation de l'enseignement, marquée notamment par le rapprochement des écoles vers les communautés. Toutefois, cette dynamique est émoussée sur les niveaux plus élevés.

La qualité de notre systeme d'éducation est un enjeu majeur. Au cours de ces dernières années le système éducatif souffre (i) de la baisse continue des ressources financières allouées au secteur, limitant l'embauche des enseignants, la construction/réhabilitation des infrastructures, (ii) d'une

mauvaise gouvernance (inefficacité des transferts de ressources matérielles et financières au niveau de l'école (ii) de la chute du revenu des ménages et (iii) de la faible qualification des enseignants.

Le développement du capital humain, malgré le relèvement du niveau d'éducation, est encore insuffisant pour offrir de meilleures opportunités de revenus et d'emplois aux jeunes.

L'amélioration du taux de scolarisation et du capital humain constitue un défi pour permettre de rompre avec le cercle vicieux de la pauvreté. Les principaux problemes sont l'éloignement et l'enclavement d'un certain nombre de Cisco, l'insécurité grandissante surtout dans les milieux ruraux, l'éparpillement des habitations par rapport aux écoles fonctionnelles, la faible densité de la population, le nomadisme pour certaines régions, et le nombre élevé de Fokontany sans école et d'écoles à cycles incomplet. Ainsi, en 2010, un enfant sur quatre, parmi les 6 à 10 ans, ne fréquente pas l'école primaire.

La proportion des redoublants est encore élevée, loin de l'objectif EPT (5%) en 2015. En 2008, Plus de 20% d'élèves ont redoublé leur classe. L'effectif pléthorique des classes entrave la bonne marche de l'apprentissage.

Les méthodes pédagogiques mises à la disposition des enseignants ne sont pas adaptées à de telles situations. La gestion des classes multigrades a aussi sa limite. L'absence d'un mécanisme de suivi régulier des acquis des élèves rend difficile, les diagnostics et par conséquent l'identification et la mise en œuvre de mesures correctives par rapport aux différentes stratégies d'amélioration de la qualité. L'utilisation de la pédagogie différenciée est soit méconnue, soit limitée par les effectifs pléthoriques des classes.

1. ***Sur le taux de fréquentation***

L'offre de services d'éducation préscolaire n'existent pratiquement pas sauf dans les villes mais le taux de fréquentation y afférent reste très faible.

Alors que l'enseignement primaire a connu auparavant une expansion rapide et soutenue (avec des taux bruts de plus de 100%) dans la région, les inscriptions ont brusquement baissé depuis 2009. L'expansion s'est faite grâce à la suppression des frais de scolarité, l'allègement des charges à l'endroit des familles par la fourniture de kits scolaires aux nouveaux entrants et à la dotation de cantines scolaires dans les zones à forte insécurité alimentaire. La chute provient de la difficulté des parents à faire face aux autres dépenses de scolarisation de leurs enfants, suite à l'aggravation de leur situation financière.

Dans le secondaire et le supérieur, les évolutions en termes de fréquentation s'avèrent moins fortes. Dans les collèges, le taux de fréquentation avoisine les 50%. Les lycées enregistrent un taux de fréquentation de 21,6% en 2010. Dans le supérieur, le taux s'élève à 4,5%.

Ce profil de scolarisation se reflète sur le niveau d'instruction de la population. Les ruraux sont moins instruits, comparés aux urbains. Plus précisément, parmi les individus âgés de 6 à 35 ans, un sur cinq n'a jamais été scolarisé. Le nombre croissant d'enfants non scolarisés exerce une pression importante sur le système qui doit encore s'élargir.

2. ***Sur la rétention***

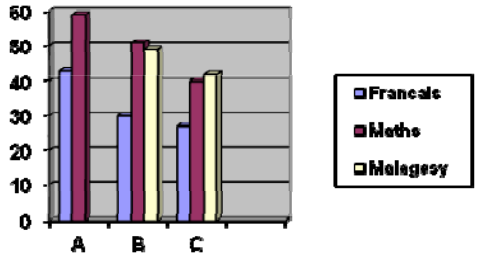
L'ensemble du système éducatif souffre d'une faible rétention. L'abandon scolaire touche davantage les enfants issus des familles pauvres. Selon les derniers statistiques du Ministère de l'éducation, le taux moyen d'abandon est de 17% avec des regions avec plus de 25%. Le nombre d'élèves qui abandonnent avant le CM2 a augmenté de plus de 50% entre 2008 et 2011. Les enfants sont souvent retirés de l'école afin qu'ils puissent travailler dans les champs ou soutenir leurs familles en tant que stratégie d'adaptation négative des familles qui luttent pour retrouver leurs moyens de subsistance (taux d'absentéisme supérieur à 20%). En outre, l'augmentation des coûts d'éducation à payer par les ménages a été un facteur clé des abandons scolaires. Mais le chevauchement du calendrier scolaire au calendrier cultural, période de soudure dans des zones vulnérables y contribue.

Au niveau primaire, un enfant sur deux qui commencent le cycle abandonne l'école en cours du cycle. Le taux d'achèvement du primaire reste ainsi modeste 60% en 2008, malgré une nette amélioration (celui-ci ayant été estimé à 30% en 2002). Quant au collège, quatre enfants sur dix abandonnent au

cours du cycle. Et un élève sur six abandonne en cours de cursus, au niveau du lycée. La faiblesse du taux d'achèvement, en particulier, dans le cycle primaire, est liée à la mauvaise qualité de l'enseignement, qui est, à son tour, due au manque de compétences et de motivation d'une partie des enseignants. Plus de 50% de personnel enseignant sont des enseignants FRAM.

Les filles sont beaucoup plus concernées par l'abandon par rapport aux garçons (6,4% pour les filles contre 4,9% pour les garçons).

Les conséquences de la faiblesse du fonctionnement du système sont que les résultats en matière d'éducation ont connu une forte baisse au cours des 20 dernières années comme en témoignent les mauvais résultats d'évaluation de l'apprentissage.



Scores d'apprentissage : A en 1998, B en 2005, C en 2012

L'absence d'un système permanent et de qualité pour la formation des enseignants et pour mesurer leur performance, l'absence d'inspections, le caractère inadapté des curricula (programmes scolaires) et l'absence de manuels scolaires sont parmi les causes de ce niveau de performance.

L'abandon et les échecs se révèlent très critiques au niveau de l'enseignement supérieur. En 2007-2008, le taux d'abandon est de l'ordre de 36,8% en première année dans les filières à cycle long des universités publiques. Le taux de réussite moyen en fin de la première année d'étude est de 45% ; les principales causes sont les faiblesses du système de sélection, le manque d'orientation des étudiants et la mauvaise articulation entre les programmes d'enseignement.

3. ***Sur l'enseignement technique et professionnel***

La participation du secteur éducatif post-fondamental à la qualification de la population active reste insignifiante. La majorité des jeunes diplômés à l'enseignement technique (70%) poursuivent leurs études à l'enseignement supérieur, plutôt 'généraliste'. Cette situation résulte des difficultés des diplômés de l'enseignement technique à s'intégrer au monde du travail dû à une insuffisance de partenariat dynamique et absence de mécanisme liant les institutions d'enseignement et de formations aux acteurs économiques permettant d'améliorer les programmes et l'insertion professionnelle des apprenants, notamment au niveau des filières prioritaires (Agriculture, mines, énergie, transformation, etc…).

En outre les besoins spécifiques des enfants non scolarisés ou des jeunes hors du système ne sont ni identifiés ni couverts par des offres d'apprentissage pour leur donner des chances de réussir ou de saisir des opportunités d'emploi. Les besoins en formation professionnelle rurale sont immenses. Le niveau actuel de formation des chefs de ménage est très faible (Plus de 40% sont analphabètes) et ne montre pas d'amélioration significative. La formation professionnelle des jeunes relèves surtout d'organisations privées et caritatives et l'offre de formations supérieures est loin de répondre à la demande des jeunes et aux besoins des producteurs. Par ailleurs, les écoles/instituts de formation peinent à former des techniciens et des cadres (techniciens et ingénieurs forestiers, ingénieurs halieutes, etc.) en nombre suffisant au regard des besoins du secteur, faute de moyens

1.8.5 Eau, Hygiène et Assainissement en retard

Dans le domaine de l'accès à l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement, le pays accuse des retards importants. Seuls 48% de la population ont accès à l'eau potable améliorée. En matière d'assainissement, 14% de la population et 75% des populations pauvres n'ont pas de toilettes.

En ce qui concerne l'assainissement de base (les latrines), l'annuaire du ministère de l'Eau note un taux d'accès très faibles, à peine 10% seulement de la population ont accès aux latrines améliorées, (EPM 2010). Le ramassage des ordures reste l'apanage du milieu urbain. Chez les ménages ruraux, les ordures ménagères sont soit jetées dans la nature, soit brulées, soit enterrées.

Les femmes jouent un rôle prépondérant dans le secteur de l'alimentation en eau et de l'assainissement. Si la répartition fonctionnelle des tâches est variable selon les usages et coutumes de la communauté considérée, il n'en demeure pas moins que les femmes sont tributaires de la plus grande charge de travail, qu'il s'agisse des corvées liées aux activités de soutien familiale , à la collecte de l'eau, à son utilisation pour l'hygiène familiale ou à l'entretien des infrastructures d'assainissement.

Cette situation est encore plus marquée en milieu rural où les femmes sont parfois obligées de parcourir des kilomètres à pied pour s'approvisionner auprès de ruisseaux ou de puits non protégés. Cette activité laborieuse qui occupe une part importante dans le budget de leur temps de la femme fragilise souvent sa santé.

Les causes des faiblesses du secteur sont à la fois d'ordre culturel et économique. D'un côté, le changement des comportements est à la traine, du fait du poids des coutumes ; l'hygiène sanitaire, déjà suffisamment compromise par la pénurie d'eau, se complique également par le refus, lié aux tabous culturels, d'installer des latrines à l'intérieur des concessions et de l'autre, l'offre de services est limitée, faute de ressources.

A noter que les dispositions institutionnelles influent sur la gestion des points d'eau. En effet, selon le Code de l'Eau, les communes sont les maîtres d'ouvrage des infrastructures d'eau potable et à ce titre sont propriétaires des installations. Cependant, ce code spécifie aussi que tant que les communes ne sont pas habilitées, c'est le Ministère de l'Eau qui assure la maîtrise d'ouvrage, en attendant leur habilitation. Ainsi, le rôle des communes se limite le plus souvent à l'identification des besoins et à l'instruction de demandes auprès du Ministère de l'Eau. Bien que propriétaires des ouvrages, les communes interviennent peu dans la gestion de ces derniers. En milieu rural, la gestion des infrastructures simplifiées est d'une manière générale assurée par les communautés à travers les comités de gestion de l'eau ou Comité de Point d'Eau (CPE).

Malgré l'existence d'un cadre stratégique pour le secteur, les changements, en particulier pour le volet hygiène et assainissement, ne sont pas encore probants. Malgré un environnement politique délicat, de nombreux acteurs se mobilisent autour des enjeux du secteur. De plus en plus d'acteurs non gouvernementaux, de droit malgache ou de droit étranger : ONG, associations, collectivités locales, entreprises et fondation sont engagés pour l'eau et l'assainissement. Mais de par leurs spécificités

d'intervention, leurs zones d'action et les financements qu'ils mobilisent, ces acteurs jouent un rôle prépondérant dans le développement du secteur. Cependant, la plupart des actions de coopération non gouvernementale se côtoient sans vraiment se connaître et nécessite une coordination efficace.

1.8.6 Problèmes sociaux spécifiques

a. Une offre de logement insatisfaisante et marquée par la précarité.

Une part très élevée des logements de plusieurs quartiers pauvres de notre pays est en mauvais état et devient par conséquent vecteur d'insalubrité (problèmes d'infiltration d'eau, d'humidité du sol et des murs, inondations récurrentes).
De nombreux dysfonctionnements sont observés au sein des habitations, souvent liés aux modes d'occupation du logement (surpeuplement), du terrain (surdensification bâtie) associés à un manque d'investissement (impécuniosité ou abandon du bien et de son environnement proche).

Beaucoup sont en situation foncière précaire, en raison de l'absence ou de la non-régularisation des titres fonciers prouvant la possession de la terre sur laquelle ils vivent depuis parfois plus de 20 ans. Les difficultés des autorités domaniales et communales à sécuriser les parcelles, à mettre à jour le cadastre et à réaliser le Plan Local d'Occupation Foncière, ainsi que la complexité, les coûts et les délais des procédures foncières, freinent toute tentative de régularisation de la part des habitants. Cette insécurité permanente n'encourage pas l'installation pérenne de familles qui ne souhaitent pas investir dans un logement qu'ils pourraient se voir confisquer ou démolir.

Dans le quartier d'Anketa-Bas à Toliara, de nombreuses maisons construites en matériaux traditionnels n'ont pas résisté au passage du cyclone Haruna (février 2013).

b. **Des groupes sociaux exposés à la précarité et à l' insecurité**

Au cours des dernières années, plusieurs groupes sociaux sont de plus en plus exposés à la précarité et à l'insécurité, aussi bien dans les villes que dans les campagnes. Une grande partie vit dans des habitations précaires et insalubres. Des cas de violence à l'égard des enfants et des femmes sont régulièrement rapportés. Une forte proportion de jeunes et de femmes se retrouvent au chômage ou dans une situation de sous-emploi. Certains d'entre eux acceptent des conditions de travail dégradantes, pour survivre. Les détenus subissent des conditions carcérales inhumaines.

Par ailleurs, on enregistre un taux de plus en plus élevé de victimes de fléaux comme : les MST, la drogue, l'alcool, les grossesses et mariages précoces, etc. Et ce en dépit des mesures déjà prises, en l'occurrence : le réseau national de protection de l'enfance, le centre d'écoute et de conseil juridique, les centres de promotion socio-économique pour les jeunes déscolarisés, le site de réadaptation socio-économique.

1.9 Environnement et Changement climatique

1.9.1 Préservation de l'environnement

L'engagement politique de Madagascar en faveur de l'environnement au début des années 90 a conduit à des progrès substantiels pour la gestion et à la préservation de l'environnement : la connaissance de l'environnement par le public s'est améliorée ; le Partenariat public-public s'est développé dans la gestion de l'Environnement à Madagascar ; une augmentation progressive de l'implication des communautés de base dans la gestion de l'Environnement est constatée. La vitesse de déforestation a diminué par quatre en vingt ans, et le réseau d'aires protégé a triplé en dix ans, pour couvrir 11% du territoire national.

Malgré cela, certaines regions du pays continuent de connaitre une situation de dégradation environnementale forte. En plus, la pollution d'origine industrielle, en particulier minière avec les grands projets d'ilménite, de nickel ou de fer a vu le jour. Ainsi Madagscar fait face à deux trois grands défis actuellement : La surexploitation des ressources halieutiques, et Le défrichement agricole , l'élevage intensif , les feux de brousses qui ravagent nos forêts.

Les feux de brousse sont un des fléaux qui ravagent les forêts malgaches

La surexploitation des ressources halieutiques : Selon les statistiques de l'INSTAT, la population au niveau des districts côtiers a augmenté de 1995 à 2011. Cette augmentation provient non seulement de la croissance démographique par natalité, mais aussi des migrations, notamment de l'arrière-pays vers la zone littorale. Ce flux migratoire s'explique en partie par l'accès libre à la plupart des ressources marines. Par ailleurs, le développement des secteurs porteurs comme le tourisme et la pêche renforce cette tendance. Cette croissance démographique imprime des pressions et menaces sans cesse accrues sur l'environnement littoral et sur ses ressources pour satisfaire les besoins des ménages, indépendamment des exploitations à des fins économiques.

Le défrichement agricole et l'élevage intensif : Aujourd'hui, la destruction des forêts continue inexorablement et le revêtement du sol s'appauvrit graduellement. Chaque année, des milliers d'hectares de végétations disparaissent. Bien que les feux de brousse et les brûlis facilitent le travail des terres et le renouvellement de pâturage, cette pratique réduit le taux de fertilité du sol et nécessite l'apport croissant de fertilisants. De même, elle provoque une diminution de la production agricole, en créant un ensablement des bas-fonds, une érosion, la maladie des bovins

1.9.2 La gestion des risques de catastrophes et l'adaptation au changement climatique

Avec une population pauvre et majoritairement rurale, une exposition géographique élevée aux phénomènes climatiques, des infrastructures insuffisantes, un manque d'investissement dans la préparation, et des ressources limitées pour faire face et se remettre des catastrophes naturelles,

Madagascar devient plus vulnérable aux risques hydrométéorologiques. Cette vulnérabilité est à son tour, exacerbée par la récurrence et l'ampleur des aléas majeurs tels que les cyclones, l'inondation, la sècheresse qui est aggravés par les changements climatiques, ainsi que par l'invasion acridienne, les feux de brousse, qui affectent de façon quasi permanente, certains régions du pays.

La population fait face à plusieurs problèmes majeurs : des dégâts importants des destructions des habitations, l'anéantissement d'hectares de cultures et la destruction d'infrastructures, l'augmentation du niveau de la mer dans certains regions et la dégradation des zones côtières et les sécheresses prolongées plus particulièrement. D'une manière générale, les répercussions directes se font au niveau du bouleversement des calendriers agricoles, créant une plus forte dépendance vis-à-vis des ressources naturelles, forestières ou halieutiques (trafic illégal de tortues et corail noir),), des excès dans l'accès aux ressources communes (par exemple, les forêts) ainsi que de mécanismes de survie par exemple, la culture sur brûlis, la coupe de de bois de chauffe, etc.

2 Le ridicule sous-développement ;

Pour avancer ensemble dans la même direction nous devons avoir les memes bases de comprehension de l' interpretation de la réalité et de l'économie de développement pour fonder correctement notre nation.

L'instrument d'évaluation du développement d'une société dépend du regard de l'observateur. Si celui-ci est un macro économiste, il cherche ce qui suscite ou freine le développement économique dans la société en question. S'il est infirmier ou médecin, il appréhende le niveau de développement sanitaire en fonction des capacités de prévention et de soins. S'il est juriste, le critère d'«état de droit» lui sert d'instrument. Un ingénieur peut retenir la capacité à assurer l'entretien des infrastructures existantes etc.

Tous ces instruments ont comme point commun d'inscrire le développement dans la durée. L'économiste cherche les causes anciennes de la croissance d'aujourd'hui, ainsi que les facteurs pouvant l'arrêter: il fera une différence entre le caractère conjoncturel de la croissance économique et le caractère structurel du développement économique.

- La prévention sanitaire est la capacité à prévoir le pire dans le domaine de la santé publique pour l'éviter ;
- L'ingénieur s'intéresse autant à la route qu'à l'assurance de son entretien ;
- Le juriste fait référence à une jurisprudence ;
- L'artiste s'inscrit dans un courant ou veut participer à une rupture : dans les deux cas il se réfère au passé. ***Durée et développement sont donc associés dans la capacité à gérer le temps.***

C'est la raison pour laquelle les économistes bannissent les expressions «pays développés» et«pays sous-développés». Le premier terme est antinomique avec le fait que le développement économique est un mouvement, comparable à celui du cycliste : s'il s'arrête, il y a chute. On se développe, on n'est pas « développé » - ou alors on est également ridicule ! Quant au second terme, il est encore plus dépourvu de sens : le contraire du développement, c'est l'immobilisme ou le recul ; ce ne peut être le «sous» développement. L'économiste du développement doit donc comprendre ce qui constitue le mouvement en économie.

Mais le mouvement ne se perçoit que par rapport à des références fixes. Plus exactement, l'observateur doit s'imposer des critères. La facilité consiste à prendre la méthode de l'artilleur : des jumelles graduées lui permettent de calculer précisément l'écart entre la mire arme et son objectif. Le politique peut choisir un pays de référence et définir, en fonction de l'écart, les actions à entreprendre dans son propre pays.

Une méthode plus ambitieuse consiste à prendre pour objectif: le mouvement vers le mieux quelle que soit la définition que l'on donne à ce terme. L'objectif est alors mouvant. Il est également très subjectif : les critères du mieux-être peuvent varier non seulement d'une communauté humaine à une autre, mais également d'un individu à un autre.

L'objectif a alors l'avantage d'être dynamisant : il n'est pas relatif par rapport aux autres, il est relatif par rapport à la situation du moment. Le mieux-être que nous recherchons peut et doit être tout à la fois

social, médical, psychologique, politique, culturel, économique. Comment peut-on comprendre ce qui permettrait un mouvement continu d'amélioration du mieux-être économique dans les pays pauvres qui ne sont pas devenus «émergents» ? La méthode consiste à reprendre la définition du développement économique en nous attachant à son contenu sémantique **: le développement consiste à passer d'un état à un autre, donc, à changer.**

Si développement et changement sont indissolublement liés, la gestion du changement est donc à la base du mécanisme du développement. Pour que notre pays, installé dans la pauvreté économique, devienne un pays émergent, il lui faut définir et mettre en place une politique du changement.

2.1 Le développement economique: c' est quoi ?

Celui ou celle qui observe le développement économique s'intéresse à la fois à une communauté et à des individus. Cette communauté peut-être le pays, un village, une région, une île, etc. L'angle d'observation dépend du prisme personnel de l'observateur : cela peut être l'éducation, la santé, les travaux publics, le conseil en organisation, la comptabilité publique, les méthodes douanières etc.

Mais cette approche s'incarne à un moment ou un autre dans une rencontre avec des individus. l'appréciation du bien-être et des comportements des personnes rencontrées influe tout autant l'observateur que son regard sur la communauté. Cette relation entre la communauté et les individus qui la composent est un élément fondamental de l'Economie.

Les débats entre économistes depuis trois siècles ont porté pour beaucoup sur la relation entre ces deux facteurs : la communauté, d'une part, chaque individu qui la compose, d'autre part. **Et il y a développement économique lorsqu'il y a transformation positive des conditions de vie à la fois d'une communauté et de chacun de ses membres**. Bien sûr, le concept de conditions de vie est subjectif et relatif. Subjectif, parce que le même individu pourra apprécier un même confort matériel suivant son état psychologique.

Relatif parce que le sentiment de satisfaction ou d'insatisfaction suppose qu'il y ait au préalable conscience d'un besoin. Par ailleurs, l'individu et la collectivité peuvent ne pas s'entendre sur l'appréciation des conditions de vie. Au niveau individuel, il y a amélioration des conditions de vie quand il y a amélioration du bien-être de l'agent, tel qu'il l'évalue par lui-même. Cette appréciation des conditions de vie s'exprime d'abord, par rapport aux besoins que l'on ressent physiquement, ensuite, par rapport à une situation personnelle antérieure, enfin, par rapport à ce que l'on voit autour de soi (réellement ou virtuellement).

En somme, il y a hiérarchisation des besoins individuels et des besoins collectifs et l'ensemble de ces niveaux de perception détermine le sentiment de bienêtre. La positivité de la transformation est exprimablepar différents indices (pouvoir d'achat, indice de santé, confort ménager, taux de scolarisation, etc.) mais elle peut être diversement appréciée par les uns et les autres.

Le cadre moyen de Singapour ne pouvant s'offrir une voiture mais bénéficiant d'un environnement urbain sophistiqué a-t-il des conditions de vie meilleures ou inférieures en comparaison avec le cadre moyen de Bangkok qui possède un véhicule de standing lui permettant d'être bloqué dans les embouteillages ? Au niveau collectif, seul un certain consensus permettra de décider si la transformation des conditions de vie de la communauté est positive ou négative.

Si elle est considérée comme négative, il ne s'agit évidemment pas de développement. Pour qu'il y ait développement, la transformation positive des conditions de vie doit concerner aussi bien la communauté dans son ensemble que les individus. Si la communauté seule bénéficie des transformations positives - par exemple par l'urbanisme public, par le sentiment de sécurité, par l'absence de chômage, par un système éducatif performant etc. il peut s'agir d'un progrès social important. Mais le progrès social peut aussi entraîner des frustrations individuelles.

Les changements réalisés en faveur de la communauté par le biais de grands travaux, des promotions professionnelles, des responsabilités politiques etc. profitent davantage à une catégorie d'individus bien déterminée au détriment de l'ensemble. Le corollaire du développement est l'émergence d'une classe d'individus plus impliqués et donc plus favorisés que les autres par ces changements communautaires.

Le développement exclusivement centré sur le bien être communautaire est créateur d'inégalités individuelles. Inversement, la transformation positive des conditions de vie des individus sans transformation concomitante de ce qui relève de la communauté aboutit également à une situation de non développement.

Un exemple classique en est la circulation automobile. Si l'amélioration du pouvoir d'achat individuel est l'objectif unique, chaque individu pourra s'offrir un véhicule. Mais la communauté ne lui laissera plus le moyen de l'utiliser par manque d'espace approprié.

L'économie est sujette aux effets de chaînes. La mauvaise gestion du trafic automobile révèle une déficience de la politique de l'urbanisme, cette déficience entraîne l'apparition d'autres problèmes : sécurité publique non assurée, manque d'éducation sociale de l'enfant etc. Le laxisme dans l'urbanisme se retrouve curieusement dans d'autres domaines relevant de la responsabilité d'un gouvernement. Une série de données négatives apparaît conjointement à une augmentation sectorielle des revenus. Une partie de la population bénéficie d'une amélioration de son pouvoir d'achat parallèlement à l'émergence de problèmes quotidiens qu'elle ne rencontrait pas dans la situation précédente de pauvreté. Aucun de ces deux cas types de changement ne satisfera l'esprit. L'histoire du développement dans le monde développé l'atteste.

Le Français ou l'Anglais est le produit d'une région ayant l'expérience d'un développement généré au cours de deux phases historiques : une agriculture produisant un surplus suffisant pour nourrir une population urbaine, un développement industriel avec des gains de productivité suffisants pour financer le développement des services. Cette histoire économique s'est déroulée sur deux siècles de conflit entre l'individu et la communauté.

A chaque instant, cette dialectique individu/ communauté se conclut par un compromis instable et perpétuellement remis en question. **Le développement économique est par essence une amélioration des conditions physiques contributives du bien-être social et individuel. Il est le moyen - non suffisant mais nécessaire - pour obtenir une transformation positive et conjointe de la personne et de la communauté.**

Comment affirmer qu'une transformation est positive ou non ? La quantification du développement économique est difficile à réaliser : Keynes citait l'exemple de celui qui épouse sa femme de ménage afin de faire baisser le Revenu National. Certes, un critère permettant de décider qu'une transformation positive a lieu pourrait être le consensus des personnes concernées. Mais ce consensus aura du mal à s'exprimer dans des situations paradoxales : en quoi la prolétarisation du paysan passant de l'autosubsistance villageoise à la situation de salarié urbanisé est-elle un élément de développement économique ?

Le Produit National Brut augmente alors que les conditions de vie de la personne concernée se sont éventuellement dégradées. La richesse de la communauté s'est accrue grâce à l'augmentation de la production industrielle et des services payants liés à la vie urbaine. Des individus qui ne gagnaient rien en terme financier ont désormais un revenu. Pourtant, dans le village, ce peut être la détresse absolue : les champs ne sont plus cultivés, les enfants n'ont pas de pères, les femmes savent qu'elles ont une concurrente à la ville, les vieux meurent sans avoir assuré le transfert des traditions orales.

Inversement, l'enfant dont l'instruction est assurée par le Raiamandreny du village payé en nature ne coûte rien en terme monétaire alors qu'il y a fourniture d'un service. Son éducation lui permettra d'exploiter des cultures traditionnelles et de partager la convivialité de son environnement. Mais le coût de cette éducation n'apparaîtra pas dans les comptes de la nation. La monétarisation d'une économie, qui peut se traduire par une augmentation substantielle et parallèle rapide des indices en valeur, n'est donc pas en soi un signe de développement. Elle cache parfois une dégradation des conditions sociales par disparition de services fournis dans le cadre des traditions locales. La notion de transformation positive est donc bien éminemment subjective.

'L'appréciation du développement économique par les chiffres est donc difficile. Mais un postulat est incontournable : le développement - ou la transformation positive des conditions de vie - est lié au changement. Au delà de l'évidence sémantique, une société entrée dans un processus de développement est comme une bicyclette. Ou elle roule ou elle tombe. Le développement est une dynamique, il est le contraire de la stagnation. Cette dynamique est l'aspect fascinant et effrayant du développement. Elle oblige le gouvernant à entrer en permanence dans l'inconnu. Geler la situation

courante est pour lui une tentation forte et, somme toute, rationnelle. Certains problèmes sociaux sont liés à notre existence. Puisqu'il faut un homme et une femme pour procréer, la question du couple et de la famille s'impose à toutes les organisations humaines.

De même, la diversité des motivations et des intérêts impose la question du leadership. Mais pourquoi faut-il s'imposer la question du développement économique ? La plupart des sociétés, y compris la notre, a intégré l'échange comme un acte social essentiel. L'accumulation d'un surplus et le besoin d'investissement sont cependant des notions qui n'ont rien d'universel. Des sociétés ont vécu pendant des siècles en les évacuant, au besoin par la destruction systématique de tout surplus. Ces sociétés peuvent avoir eu une qualité remarquable de leur vie sociale ; elles n'ont pas connu de développement économique. Qui dit développement, dit mouvement ; qui dit mouvement, dit risque.

La science économique rappelle elle-même que les cycles sont une donnée statistique et que, même dans les sociétés riches, demain ne sera pas forcement plus prospère qu'aujourd'hui. La question du Pourquoi est donc logique et légitime : Pourquoi faut-il violenter les désirs de tranquillité et d'immuabilité présents en chacun avec au moins autant de force que le besoin de changement ? Il n'y pas de réponses autres que celles de l'ordre du monde qui veut que ce soient les sociétés les plus agressives sur le plan économique qui soient également les plus riches et, partant, les plus puissantes. La valeur de cette réponse est certes discutable Mais les opinions publiques occidentales sont si bien formées \ cette situation que l'idée d'une non croissance de la richesse nationale d'une année sur l'autre est considérée comme l'expression d'une crise majeure.

Vu de Madagascar, on ne voit pas très bien ce qu'il peut y avoir de dramatique à ce que les Français aient cette année le même niveau de vie que l'année précédente. Pourtant, l'absence d'un surplus de production engendrerait un manque de rémunération sur investissements qui entraînerait une diminution des dépenses d'investissement. Cette diminution créerait une tension sur le marché de l'emploi par l'action conjointe des gains de productivité, des restructurations en cours qui alimentent le mouvement de l'emploi et l'arrivée de nouveaux diplômés. Le raisonnement n'est en soi pas compliqué. Mais il est difficile à intégrer lorsque l'on n'a pas baigné dans un environnement industriel. L'effort d'adaptation culturelle qui s'impose aux responsables des pays non industrialisés est considérable - bien supérieur à ce qui est demandé au cadre moyen des sociétés occidentales.

Le développement économique est donc une alchimie sociale intégrant trois éléments : l'individu, son environnement humain et le changement. Les rapports entre l'individu et le changement, ainsi qu'entre la communauté et le changement, enfin entre l'individu et sa communauté, détermineront la perception qu'une société aura de son développement économique.
Les sociétés occidentales ont intégré cette relation triangulaire. Elle est l'objet, sous des formes diverses, de la plupart des actions de formation permanente. Les étudiants se préparant à des fonctions d'encadrement et les cadres du secteur privé ou public sont façonnés de façon à voir le changement - et donc la nécessité d'une permanente adaptation - comme à la fois un défi et une chance.

La culture occidentale véhicule l'image valorisante de celui qui «surfe sur la vague du changement », «tu t'adaptes ou tu meurs», «le challenge fait l'homme» etc. Le changement est présent dans ces sociétés comme la chance de celui qui rêve de mobilité sociale. Il est ce qui justifie les études, le travail au-delà des normes, l'épargne volontaire, l'ambition pour ses enfants.

Le système éducatif occidental contribue à perpétuer la division de la société en trois classes : ceux qui sont des facteurs de changement, ceux qui s'adaptent au changement et les autres, destinés à consommer et à se taire. A Madagascar, actuellement, il semble que la classe des facteurs de changement n'existe pas ! L'ensemble des mécanismes du changement est aujourd'hui conceptualisé en théories, avec en particulier l'utilisation de l'auto organisation comme voie. (L'intégration de l'étude des processus du changement technique et du développement économique) Ces travaux ont commencé dès le début des années l960 et furent popularisés dans les années l970 par Karl Popper et Von Hayek'. On est loin des sociétés dans lesquelles la permanence du statu quo est considérée comme le signe d'une période heureuse.

Les relations sociales y sont considérées comme bonnes si elles respectent un code historique. Cette vision est entretenue par la comparaison entre la population agricole au mode de vie traditionnel et la partie urbanisée et prolétarisée de la population confrontée aux conséquences d'un début d'industrialisation.

Cette deuxième partie de la population paraît vivre sans lois sociales aux yeux de la première. La gageure du développement est d'arriver à introduire le principe du mouvement dans un tissu social n'ayant souvent pas d'intermédiaire entre l'immobilisme et la destruction.

On en revient à la définition du développement économique mentionnée plus haut : une amélioration des conditions physiques contributives du bien-être social et individuel. Le développement est un mouvement bénéfique à l'individu et à la communauté. Ce mouvement bénéfique passe néanmoins par des phases de sacrifice à court terme.

Pour ce qui concerne Madagascar, cette phase semble ne pas connaître de fin. C'est le rôle du politique de permettre de tels arbitrages. Or cette responsabilité du politique peut être la cause de maux qui retirent au développement son humanisme. Le court terme devenant inhumain, on sort de la logique du développement pour s'enfermer dans le vertige de l'idéologie. Le 20ème siècle est une recension de telles dérives.

Jusqu'à aujourd'hui, il n'a été trouvé qu'une seule solution au problème de l'arbitrage : considérer que l'économique et le social ne forment qu'une seule discipline. Les indices de satisfaction individuelle et collective relèvent du même sujet que les indices financiers. Si l'économie est une science qui s'exprime par des indices, le développement économique est l'amélioration permanente des indices monétaires et des indices non monétaires exprimant les conditions de vie. Le qualificatif économique donné au développement ne signifie pas une réduction du progrès de l'homme à une histoire de quantités. Il signale que le développement permet d'améliorer les conditions de vie quotidienne de chacun et de tous, selon des directions et des priorités variables selon les cultures.

2.2 Les conditions de développement

Un accord sur la sémantique du développement permet de s'interroger sur les conditions de son apparition et de sa durée. Cette réflexion permet de se garder du défaitisme. Elle doit être pratique, c'est-à-dire dégager les champs dans lesquels le responsable politique, économique ou administratif concentrera son énergie. Au cours de cette démarche, il convient de séparer les fausses raisons du non développement et les vraies conditions du développement. Les travaux de ces dernières

décennies sur l'économie du développement ont permis de dépasser quelques-uns des lieux communs traditionnels :

• Avoir un grand marché intérieur ou au contraire une faible population à satisfaire ont chacun leurs avantages et leurs inconvénients. Ils ne constituent pas en soi un atout ou un handicap.
• L'expérience agricole acquise du temps de la colonisation est évidemment un atout, mais à condition d'être entretenue.
• Le climat n'est plus considéré comme un paramètre déterminant, dans la mesure où ses effets peuvent être contrôlés.
• L'enclavement rend solidaire de son environnement régional, mais l'Autriche et la Suisse s'y sont adaptées.
• L'insularité a ses riches et ses pauvres.
• Le passé colonial concerne près de 130 pays aujourd'hui membres des Nations Unies avec des résultats extrêmement divers en terme de performance économique.
• Il n'est pas nécessaire de disposer de ressources naturelles pour réussir l'industrialisation. Le Japon doit importer la presque totalité des matières premières de son industrie ; Singapour doit même faire venir l'eau potable de Malaisie.
• Il n'est pas non plus nécessaire de partir d'un consensus historique ancien : le concept de nation singapourienne n'existait pas il y a 45 ans.

Tous ces éléments - histoire, ressources naturelles, environnement géographique, taille etc. - sont donc des paramètres entrant dans l'élaboration d'un plan de développement. Ils ne sont pas des éléments dirimants du développement.

Si l'on s'en tient à la définition du développement donnée ci-dessus, l'analyse empirique fait alors apparaître quatre conditions permettant de démarrer et d'entretenir un processus de développement économique, un vrai changement, que nous devons entretenir dans la durée.

i) **La volonté** est la première condition parce qu'il n'y a pas de développement économique si l'on n'en veut pas. **Le développement économique ne se subit pas, il se veut.**

«La finalité de l'individu est le bonheur; la finalité de la politique est le développement économique

ii) La vision : La deuxième condition à l'instauration d'un processus de développement économique **est la vision**. La vision permet de balancer le long terme et le court terme. Le développement économique suppose qu'un peuple, à travers un consensus certain, puisse définir ses prioritaires économiques à court terme et ses rêves à long terme.

« Demain a vocation à être meilleur qu'aujourd'hui grâce à l'effort des hommes et des femmes. »

iii) L' action : La volonté et la vision sans l'action ne sont que les composantes de la velléité. Or, le passage à l'acte dans le domaine social ne va pas de soi. Des individus épars ou une communauté peuvent savoir ce qu'il conviendrait de faire pour améliorer les conditions de vie matérielle. Cette action est absolument nécessaire pour transformer le rêve en réalité.

« La nécessité pour chacun d' agir, d'avoir un esprit d'entrepreneur»

et iv**) La Determination** :La présence des trois conditions précédentes ne permet pas d'éviter la rencontre de difficultés majeures pouvant remettre en cause le processus de développement économique. Certaines de ces difficultés relèvent d'une opposition au principe ou aux effets du changement. Les structures traditionnelles assurant stabilité et cohésion du groupe peuvent s'opposer violemment aux structures nouvelles, aux reformes necessaires pour le changement pour la refondation de la Republique.

Notre volonté de changement doit être soutenue par une détermination politique permettant d'écarter les obstacles

Pensons à ces enfants !!!

2.3 Vers une stratégie intégrée de développement

La théorie économique a identifié la quantité et la qualité du capital physique et humain, ainsi que le degré de développement technologique d'un pays, comme les principaux facteurs déclencheurs d' un vrai changement positif et partant d' un progres, d'une croissance économique. L' analyse de la situation de notre pays ci-dessus montre les retards qu'exhibe notre pays en la matière: son indice de développement humain est parmi les plus faibles[4] (moins de 0,4), la densité des routes est très faible, et surtout, son état est généralement mauvais et son taux d'électrification s'élève péniblement à 15 pour cent, l'utilisation de technologie améliorée dans l'agriculture est embryonnaire et son taux d'utilisation de l'internet très faible. Mais inverser ces tendances ne suffit pas. **Une entente nationale , l'instauration des principes de bonne gouvernance et d'une bonne coordination des actions, et en particulier le renforcement des institutions dans un environnement politique apaisée, sont des conditions requises pour que cette croissance puisse aussi être pérenne** .

Ainsi, pour être efficace, notre agenda se focalisera plus sur les points faibles structurels du pays qui nous enferment dans le piège du sous-développement et se baser sur nos atouts, tout en assurant la mise en place d'un contexte socio-politique adéquat de changement pour le progrès.

Madagascar peut émerger du mal développement. Pour cela, nous devons travailler, produire davantage, améliorer notre productivité et notre efficacité pour que tous les Malagasy, ruraux et urbains, voient la qualité de leur vie changer positivement au cours de la decennie à venir. Madagascar a le potentiel naturel et les hommes pour nourrir suffisamment et convenablement chaque Malagasy. Nous avons la capacité de disposer d'un surplus de produits alimentaires pour l'exportation. Nous devons assurer à tous les Malagasy un logement décent et un service public de base humanitaire, accessible : éducation, santé, eau et assainissement. Le développement national doit être harmonisé par la réduction des écarts de développement économique, social et culturel entre les différentes régions de l'Ile.

---

4 IDH inferior à la moyenne nationale de 0,51

En 2050, personne ne pourra dire qu'Antananarivo est plus évoluée économiquement que Toliary, ou que Toamasina est plus développée qu'Antsiranana. Nous nous attachons très vite, à mettre en place une infrastructure institutionnelle (Justice, Finances, Etat civil et un nouveau système de gouvernement) qui réponde aux attentes des citoyens. Nous allons travailler pour fournir des infrastructures physiques (routes, ports, aéroports, énergie, télécommunications, etc..) efficaces pour encourager et soutenir les investissements privés productifs.

Nous allons organiser un service de santé et d'éducation primaire et professionnelle qui assurent l'épanouissement physique, moral et civique, et aussi professionnel, de chaque enfant. Nous devons oeuvrer pour que les adultes puissent assumer dans la dignité leur responsabilité de parents. Nous devons travailler dans ce sens pour nos enfants qui sont l'avenir de Madagascar. **Les réformes doivent permettre à chaque Malagasy d'avoir l'opportunité de s'épanouir.**

Mettre en place les conditions	**Exploiter les points forts**	**Travailler les points faibles**
Une vraie concorde nationale pour une vision future de Madagascar Des institutions qui assurent une bonne gouvernance et coordination une utilisation optimale et transparente des ressources de la région L'ouverture économique qui encourage les transferts technologiques et de compétences	La diversité environnementale, un atout pour le développement d'activités connexes à haute valeur ajoutée comme le tourisme Les gisements miniers L'agriculture, le défi étant d'améliorer la productivité Le potentiel pour les cultures industrielles Le capital humain	La pratique politicienne L'utilisation de l'appareil d' Etat pour s' enrichir et assurer une rente L'isolement et le manque de connectivité Le retard en matière de développement humain Les déficits en matière d'énergie et de gestion de l'eau L'exposition particulière aux risques naturels

C'est dans pareil cadre que notre économie se développera.

« Fermons un Passé Divisé et allons vers un Avenir partagé »

3 NOS ORIENTATIONS STRATÉGIQUES

3.1 Les bases des orientations

Le diagnostic effectué dans les sections précédentes a révélé les freins du développement du pays, non seulement au niveau des institutions, minées par la corruption et la perte de l'autorité de l'Etat, mais également au niveau de faiblesse de capacité des responsables de l'administration nationale mais surtout regionale, l'insuffisance d'un mécanisme de participation citoyenne.

La mauvaise gouvernance économique et l'insuffisance et la mauvaise des allocations financières se répercutent sur l'insuffisance des infrastructures nécessaires à leur développement telles que les infrastructures d'alimentation en eau et assainissement, les infrastructures agricoles et les routes. De plus le peu de capital disponible souffre d'une absence chronique de maintenance. Les secteurs telle que l'agriculture en subitles conséquences. C'est ainsi que les programmes de développement antérieurs n'avaient pas d'impacts significatifs dans la vie de la majorité de la population. L'inefficacité des CSB et du système éducatif, la malnutrition chronique des enfants, l'augmentation du taux de déscolarisation, le très faible taux à l'eau potable, sont des signes de la vulnérabilité croissante de la population. Enfin, il est constaté une faiblesse de la productivité agricole combiné avec une dégradation avancée de la faune et la flore, qui a impacté sur le bien-être de la population, notamment les plus vulnérables. Cela est aggravé par les effets néfastes des changements climatiques.

Un préalable au succès du développement du pays et de la lutte contre la pauvreté demeure une concorde, une entente nationale vers une vision future commune et d'un Etat de droit dans toutes les régions du pays , la mise en œuvre d'un cadre institutionnel de qualité, d'une bonne gouvernance budgétaire et financière déconcentrée et d'une bonne coordination des actions de développement. Ceci garantira la justice, l'équité, la transparence, l'efficacité et l'efficience des programmes mis en œuvre, ainsi que leur orientation vers les résultats. Toute composante de la Nation contribuera de façon franche et loyale au développement du Pays à travers une juste répartition du contrôle de l'économie entre les Malagasy, c'est-à-dire par une gestion et une appropriation de la Nouvelle Politique Economique par les Malagasy. Par ailleurs, cette bonne gouvernance veillera à asseoir la sécurité des biens et des personnes, dans le cadre de la déconcentration et de la décentralisation des compétences et des ressources.

Le développement pérenne devra être ancrée en prioririté dans la sphère économique des pauvres, c'est-à-dire qu'elle devra être délibérément recherchée dans le secteur agricole, tout en veillant à ce que les actifs (savoir-faire, moyens de production, …) des plus démunis soient compétitifs, commercialisables et bien rémunérés.

Le meilleur moyen de réduire la vulnérabilité et la pauvreté s'avère à terme de favoriser le développement des activités des petits exploitants agricoles et ceux des travailleurs indépendants. L'augmentation des revenus des pauvres suppose également que ceux-ci disposent d'un emploi ou d'un auto-emploi décent. Une condition nécessaire à la baisse de la pauvreté et des inégalités, réside dans la réalisation d'un environnement socio-économique créateur d'emplois et d'activités génératrices de revenus.

Les secteurs modernes de l'économie (mines, TIC, industrie et tourisme, notamment) devront également contribuer à la création d'emplois et de revenus, en optant, chaque fois qu'il est possible, pour des technologies et des modes de production intensifs en main d'œuvre et en développant la sous-traitance et les partenariats avec les petites et moyennes entreprises locales (PME-PMI). La promotion du secteur privé garantira ainsi un développement durable.

Etant donné que la pauvreté est fortement corrélée avec le faible niveau d'accès à l'éducation, à la santé, à la nutrition ainsi qu'aux autres services sociaux de base, l'amélioration tant des services sociaux que du cadre de vie constitue ainsi un fondement des bases à long terme du développement du pays, en plus d'être un objectif en termes de renforcement du bien-être social. La population devrait jouir des droits à l'eau, à l'hygiène et à l'assainissement et profiter d'une éducation et formation professionnelle adéquate, afin de saisir les opportunités d'emplois décents générées par les orientations générales actuelles du pays.

Le développement du pays doit tenir compte de la gestion efficace de son capital naturel pour assurer la durabilité de son développement. Il est impératif de renforcer efficacement la mise en œuvre des programmes de protection de l'environnement, et d'atténuation des effets néfastes des changements climatiques. La recherche de cohérence, de synergie et de coordination aussi larges que possibles de différents programmes publics, sectoriels et transversaux du pays est de rigueur à travers des poles regionaux de développement economique et technologique..

3.2 Nos défis à relever

Nous sommes convainqus que les défis majeurs pour realise un vrai changement sont

1. Le défi de BÂTIR UNE NATION unie avec un sens commun et partagé de sa destinée. Il doit y avoir une paix intégrée respectant la diversité du pays tant géographique qu'ethnique, vivant en harmonie totale et en équitable partenaire avec une loyauté politique et travaillant pour la nation.
2. Le défi de faire renaître une société Malagasy psychologiquement libérée et sécurisée avec foi et confiance en elle, fière de ce qu'elle est, de ce qu'elle a réalisé, guidée par l'excellence, consciente de ses ressources, respectée par la population des autres nations, suffisamment forte moralement pour affronter son futur.
3. Le défi de rebâtir et d'entretenir une société aux valeurs morales et éthiques très fortes tirées du Fihavanana ainsi que les autres valeurs historiques Malagasy avec la nécessité de promouvoir et développer une société démocratique.
4. Le défi de reconstruire une société mature, libérale et tolérante respectant la diversité culturelle. Chaque Malagasy est libre de pratiquer ses coutumes, ses cultures et croyance religieuse tout en étant fier d'appartenir à une nation.
5. Le défi de construire une société scientifique et progressiste, une société qui innove et investit pour le futur. Nos petits enfants devront être des contributeurs de leur avenir, des producteurs et non pas, de simples consommateurs de technologies.
6. Le défi de construire et d'entretenir une société dont les membres se connaissent, se comprennent et s'acceptent mutuellement. En un mot, une société qui fait primer l'intérêt général sur toutes les autres considérations.
7. Le défi de s'assurer d'avoir une société économiquement juste. Ce qui veut dire une société caractérisée non seulement par une répartition équitable de la richesse nationale mais aussi par un juste partage des responsabilités à travers une décentralisation réellement vécue mais en partenariat pour le progrès.

8. le defi de mettre en œuvre efficacement d'une stratégie basée sur une croissance forte et équitablement répartie, porteuse de changements sur la réduction de l'extrême pauvreté et de la vulnérabilité économique de certains groupes de population; une stratégie qui s'appuie sur la génération de revenus dans le secteur rural, la création d'emplois et la mise en place d'un dispositif cohérent et durable de protection sociale.

Ensemble, nous construisons une vraie democratie, une nation ou tous les leaders travaillent de façon constructive en concert avec les autres nations du monde vers un ordre national et international équitable et pacifique et un système durable de sécurité commune.

Aussi, Il faut que nous réalisons ensemble avec toutes les acteurs :

- ***(i) Une concorde nationale à travers un juste répartition des responsabilites pour un développement équitable et juste de toutes les regions de Madagascar.***
- ***(ii) Le développement de mécanismes de gouvernance et de coordination nationale, régionale et locale efficace avec une participation citoyenne de chaque Malagasy adulte. Un mecanisme de gouvernance instaurant un climat favorisant l'initiative, le travail, la prise de risque et partant la création de richesse.***
- ***(iii) le renforcement des capacités des institutions nationales et régionales en général.***
- ***(iv) l'amélioration de la sécurité ;***
- ***(v) l'amélioration de la gouvernance financière et économique nationale et régionale pour une plus grande efficacité des programmes et une gestion transparente et efficace des ressources de la région et la mise en place d'un Fond Souverain de Solidarité***
- ***(vi) la mise en œuvre d'un aménagement du territoire coordonné autour de pôles de développement économiques et industriels centrés sur les neuf grandes villes : Antananarivo, Antsiranana, Mahajanga, Toamasina, Antsirabe, Toliara, Morondava et Tolanaro***
- ***(vii) le soutien de programme de développement suffisante : Construction d' infrastructures de production et de connexion de bonne qualité et fiable toute l' année : 24000km de routes goudronnées contre 4000km seulement actuellement, canal de pangalannes rehabilitees ; les Aeroports et ports modernises y compris Manakara, FCE rehabilitées), 3000MV de puissance supplementaire d' energie electrique installés et la création de 100,000 emplois décents par an et de revenus pour les jeunes ;***
- ***(viii) le développement du capital humain ; et en particulier le développement des capacités de résilience des communautés et des institutions, la campagne contre les pratiques culturelles ostentatoires***
- ***(ix) l'amélioration de l'accès des Malagasy aux services sociaux essentiels et l' acces à des logements decents en construisant 30.000 logements sociaux par an***
- ***(x) L'amélioration de la situation alimentaire et nutritionnelle, un facteur clé pour réduire la précarité des conditions de vie de la majorité des Malagasy;***
- ***et (xi) la préservation de l'environnement à travers une prise en compte systématique des questions liées aux changements climatiques ;***

3.3 Nos options stratégiques et les Grands Chantiers de Changement

La vision que nous proposons orientera les principaux éléments stratégiques, notamment des options plus volontaristes, des axes plus appropriés au développement et des actions qui répondent véritablement aux priorités requises.

La Vision pour l' avenir pourrait être la suivante

« En 2050, Madagascar doit être une nation unie, vivant dans la diversité, une société Malagasy imbue d'une forte confiance mutuelle, de valeurs morales et d'éthique très fortes, vivant dans une société régie par le « FIHAVANANA » qui est démocratique, libérale et tolérante, se supportant mutuellement, une société économiquement juste et équitable, une société qui progresse et riche et qui maîtrise son économie qui est compétitive, robuste, dynamique et capable de faire face a des chocs ».

Des choix économiques, sociaux et institutionnels seront faits au niveau national. Pour tendre vers cette vision à long terme, les programmes que nous nous allons realiser **pour les cinq années futures** devraient contribuer à obtenir une amélioration significative du revenu annuel par habitant supérieur à 600 USD (463 USD aujourd'hui), un taux de pauvreté inférieur à 50% (supérieur à 85% aujourd'hui) et un score IDH moyen supérieur à 0,6 (inférieur à 0,5 aujourd'hui) et à poser les bases de l' avenir de nos enfants. Un programme qui s' inscrit dans la durée,oeuvrant pour ***« un développement économique et social inclusif et durable respectant l'environnement dans un contexte de paix et justice »***

Il s'agit de répondre aux aspirations de la majorité de la population dans un cadre cohérent, les stratégies sectorielles et communautaires, et ce, à travers une coordination institutionnelle effective pour une meilleure satisfaction des attentes de la population. L'environnement du droit des affaires, l'efficacité de la justice et l'application des règles de droit, la politique fiscale et douanière pour encourager l'investissement privé national et étranger, la politique de formation et d'accès à l'information technique et économique, et la fourniture d'infrastructure de transport et de communication généreront un climat de confiance indispensable et durable, des ressources humaines en qualité et en quantité suffisante pour répondre aux besoins du secteur productif et fournir une capacité d'accueil des entreprises et d'échanges commerciaux.

3.3.1 Nos objectifs de la stratégie

Notre première priorité se fixe comme objectif, une amélioration sensible des conditions de vie de la majorité de la population avec une attention particulière envers les groupes vulnérables
Cette amélioration repose sur :

- un développement économique soutenu par l'amélioration effective des revenus et plus particulièrement en mettant à l'échelle des expériences prouvées sur le terrain ;
- un taux d'investissement soutenu au cours des trois prochaines années et prioritairement pour l' eau, les routes et l'énergie ;
- une réduction de la vulnérabilité et l'incidence de la pauvreté ;
- la création d'emplois décents ;

Le tout dans un contexte de respect de l'environnement. Les résultats attendus du développement tiendront compte de menaces majeures, à caractère transversal :

- des catastrophes naturelles fréquentes (cyclones, sécheresse, ravageurs …) ;
- une fragilité face aux changements climatiques ;
- Le contexte international

3.3.2 Les Grands Chantiers pour le Changement.

Compte de la faiblesse des bases structurelles de développement de notre pays, les priorités du programme doivent se focaliser sur les bases fondamentales pour un vrai Changerment . Ainsi, notre programme privilégie les cinq axes prioritaires ci-après, constituant ainsi cinq Grands Chantiers de

Madagacar. **La conduite de ces grands chantiers s'appuiera sur les sept grandes orientations nationales, base de notre nouvelle politique economique, à savoir** :

(i) Le choix de construire un État de droit, fondé sur les principes de liberté, d'équité, de justice, de libre entreprise, de cohésion sociale, d'égalité des chances et de la libre administration des collectivités locales nécessaire à l'application de la démocratie, c'est à dire un gouvernement local démocratique dans lequel les décisions sont prises et des services sont fournis au niveau local et un Etat regulateur qui protege l' interêt général.

(ii) le Choix de la création de richesse et d'emplois décents sans lesquels la protection de l'environnement et le développement social seront difficilement réalisables,

(iii) le Choix du secteur privé national, régional et international, comme agent premier de cette création de richesse et d'emplois décénts,

(iv) le Choix pour que la participation et le partenariat soient effectifs dans l'industrie et le commerce, avec une juste equilibre entre le public et le privé, pour qu'un environnement concurrentiel pour une meilleure fonctionnenemt des marchés soit efficace et que l' Etat intervient si nécessaire, surtout dans le secteur de l' or.

(v) le Choix de la mise en place d'un Fonds Souverain de Développement alimenté par la totalité des revenus venant de ressouces minieres et de l' Or en particulier qui sera du domaine réservé de L'Etat uniquement.

(vi) Le Choix de s'intégrer aux pays de notre région qui va nous faciliter l'accès aux marchés pour nos produits et qui va nous aider à développe avec nos alliés des stratégies communes pour nos objectifs économiques de développement

(vii) le Choix d'un cadre de gestion macroéconomique qui cible une croissance économique forte et durable »

	Les Grands Chantiers
1	**Construction d' une Concorde Nationale**
2	**Gouvernance et Sécurité**
3	**Développement économique, Infrastructure et Promotion de l'emploi**
4	**Développement du Capital humain**
5	**Préservation de l'environnement et Renforcement de la résilience aux risques de catastrophes**

Pour vivre et apprecier réellement le vrai changement, nous devrons faire plus, nous devrons faire vite, nous devrons faire mieux et devrons faire différemment pour contribuer aux résultats escomptés. Nous devrons changer les pratiques non efficaces.

3.3.3 Nos Programmes

Les Cinq Grands Chantiers pour le Développement prévoient des investissements nécessaires pour renforcer les institutions et pour mettre en place les infrastructures, les équipements et les services à la population et aux entreprises. Tous doivent contribuer à la création d'activités et des opportunités

économiques sur tout le territoire, aux renforcement des poles de développement economique et commerciales devant structurer l'occupation future du territoire, à l'essor du développement économique par des acteurs publics et privés, ainsi qu'à la lutte contre la pauvreté et la vulnérabilité, qui devront être nos fortes orientations

Ces cinq Grands chantiers doivent guider l'identification, la programmation et le suivi du développement au sens large et, plus particulièrement, des projets à mettre en œuvre Ils devront s'appuyer sur les leçons tirées des programmes passés et sur des expériences prouvées comme efficaces .

La coordination nationale et régionale de leur mise en œuvre, tant interne qu'externe, est cruciale. Une continuité des phases de planification du développement et de programmation des nouveaux projets doit être assurer pour minimiser l'impact négatif .

Dans chacun de ces Grands Chantiers, les principales mesures et programmes déclencheurs pour faire face aux besoins immédiats et pour préparer l'avenir est listés ci-dessous, tous proposent des programmes lesquels présentent les principales actions à mettre en œuvre pour reconstruire la confiance et l'espoir des Malagasy. Au niveau social, les premiers programmes retenus concourent au renforcement des capacités de la population face aux différents chocs économiques et naturels et à la sortie de la trappe de la pauvreté de manière durable.

Le Grand Chantier No 1 La Concorde Nationale

Le Chantier no 1 s'inscrit dans une démarche globale de rupture avec un passé de violations graves des droits de l'homme, de l' impunité, de l' intolerance. Cela signifie qu'elle ne doit pas apparaitre comme une simple stratégie d'apaisement social, mais plutôt comme un moment capital dans la consolidation de la démocratie de notre Republique. Nous devons utiliser nos ressources efficacement en eliminant des institutions nationales centralisées qui n' apportent aucune valeur ajoutée pour la Concorde Nationale. La maintenance d'une paix et d'une fraternité entre les Malagasy sont les bases d' une telle entente

Programme 1.1 Realiser la Verité, la Justice, les Garanties de non repetition de crise.

Choix de l' outil le plus adapté dans le contexte malagasy
Tenue de la Consultation Nationale
Mise en oeuvre des recommendations
Mise en oeuvre d' actions pour mettre fin à la polarisation, à la division, au conflit et à l'intolérance a l' impunité qui ont caractérisé la politique et la Société Malagasy récemment

***Programme 2.1* Mettre en place un cadre propice au développement de chaque Malagasy pour une Concorde Nationale**

Conduite de dialogue regional et national pour construire un consensus sur les priorites et les modalités de mise en oeuvre pour avoir des resultats concrets le plus prêts des Malagasy

Mise en place des insititutions et organisations, arrêtées à travers un consensus national, au niveàu le plus prêts de la population, réellement fonctionnelles avec les moyens financiers, humains et organisationnels pour assurer les services fondamentaux.

Le Grand Chantier No2 : Gouvernance et Sécurité ;

Nous devons soutenir le développement économique de toutes les régions et plus particulierement les moins avancées en mettant en oeuvre avec toute la vigueur nécessaire un programme de déconcentration des services publics et de décentralisation de la gestion régionale et communale. Toutes les administrations doivent être techniquement fortes pour assurer leur rôle de créateur d'un environnement physique et humain apte à promouvoir le développement régional et communal. Le chantier N02 prévoit entre autres la mise en place des bases d'un renforcement de l'administration de la justice et de la sécurité, l'application des DINA en particulier, l'augmentation du nombre d'effectifs déconcentrés de la fonction publique et leur formation, et le renforcement de la société civile. En outre, des campagnes de sensibilisation pour contribuer au changement d'attitudes, croyances, principes et coutumes seront lancés pour œuvrer vers un environnement socio-culturel propice au progrès.

Ces programmes permettront la construction d'une administration forte, déconcentrée et décentralisée et établiront une culture de transparence et de reddition de compte qui rende la corruption impraticable.

Un État respectueux de ses concitoyens et de leurs droits contribue effectivement à un vrai changement du bien être de chaque malagasy. Nous devons viser à redonner le pouvoir aux citoyens, à décentraliser effectivement le pouvoir pour favoriser l'implication de chacun et une représentation équitable de chacun dans les instances du pouvoir. Le rôle de l'État doit être affirmé qui est de permettre à tous les citoyens d'atteindre leurs idéaux, de contribuer pleinement à la destinée de notre pays et de prendre part aux décisions politiques et économiques qui affectent leurs vies. Pour cela nous avons besoin d'une administration moderne capable d'entretenir un climat lisible et sécurisant

Programme 21 **Modernisation de l'administration et une dématérialisation graduelle des procédures administratifs en utilisant la nouvelle technologie.**

Le Changement passe par le renforcement des capacités en améliorant les aptitudes des acteurs clés de l' administration pour l'élaboration de politiques appropriées et l'exécution des programmes et en améliorant les interactions efficaces entre les protagonistes dans les differents secteurs. Ceci favorisera un climat lisible. **Ce climat doit favoriser l'initiative, le travail, la prise de risque et partant la création de richesse aussi bien pour le privé national que le privé étranger, qu'il soit agriculteur ou entrepreneur des TP, éducateur ou médecin, opérateur du secteur minier ou opérateur de tourisme, aménageur, commercant etc. et cela, pour une favorisation de l'industrilisation et pour une création d'emplois pour nos jeunes et une croissance soutenue de l'économie.**

• Renforcement de la nouvelle Administration (assistance et formation) soumis à une procédure de traitement des dossiers simple et accessible pour les usagers en appliquant l' approche d' e-gouvernance et e-systeme. une Administration où les fonctions techniques sont distinctes des fonctions politiques, avec une permanence et une stabilité des fonctions à caractère technique

• Lancement et mise en oeuvre de l' approche systematique d "e-gouvernance" pour (i) les passations des marchés publiques, (ii) l' administration fiscale et(iii) la creation et l'enregistrement des entreprises (actions prioritaires pour les deux années avenir incluant la transformation du numero d'identification fiscale en numero unique d' identifaction de personnalités morales et physiques pour soutenir le partage et la liaison des données entre les departements et organismes publiques, l'enregistrement unique intégré, et 'améliorer le respect à la conformité réglementation fiscale).

Reorientaion des relations internationales qui doivent être basées sur des considérations économiques et non idéologiques. Les activités des Représentations diplomatiques devront être recentrées pour se focaliser sur le développement de nos échanges économiques avec les pays amis et partenaires en soutenant nos opérateurs économiques dans la promotion de nos produits d'exportation;

Promotion des partenariats mutuellement avantageux et en élargissant nos relations avec un maximum de pays en mettant en place une politique d' industrilisation incitative dans les

secteurs où nous avons des avantages comparatifs certains (textile, culture industriel, nouvelle technologie....)

Réforme des domaines : reprise par l'Etat de tous les terrains non exploités et redistribution à travers un marché domanial s'inscrivant dans un programme d'aménagement de territoire national et de création de richesses.

Programme 2.2 Réforme du système judiciaire :

Nous allons garantir l'indépendance d'un pouvoir judiciaire dont la mission est de dire le droit dans le strict respect des règles de procédure et sur la base de faits appréciés par des structures de médiation de proximité indépendante, impartiale et dotée de la notion de justice ancrée dans nos valeurs traditionnelles (Fihavanana et Fiaraha-monina). En cas de pluralité de juges, le consensus est de rigueur pour toute décision disant le droit

Réorganisation la composition et le fonctionnement du CSM pour acquérir son indépendance

Réorganisation les organes de contrôle en garantissant leur autonomie à la prise de décision (IGE, BIANCO, SAMIFIN,…) et en y intégrant la société civile, le secteur privé et les ordres professionnels

Facilitation de l'accès des citoyens à la Justice par la création de Tribunaux au niveau des districts - l'informatisation de tous les services clés- et la réduction des frais de justice et le développement de l'assistance judiciaire et de l'aide juridictionnelle

Modernisation des textes de procédures civiles, commerciales et pénales pour accélérer les jugements des contentieux

***Programme 2.3*: Renforcer l'administration et celle déconcentrée en particulier, l'administration de la justice et de la sécurité**

Reforme de l' organisation des forces de defence et de securité, plus particulierement, en mettant les actions de force de l'ordre sous un commandement unique d' une personnalité elue au niveau de la region ou autre, pour une meilleure coordination, en recadrant les missions des Forces de l'Ordre et en abrogeant le Décret N° 84-056 du 03 Mars 1984 portant création de l'Organisme Mixte de Conception ***;***

Renforcement de capacités institutionnelles au niveau national et régional, districts et communes

Mise en œuvre de Schéma Régional d'Aménagement du Territoire ;

Multiplication et accompagnement des guichets fonciers

Mise à l' échelle de l'utilisation du model Opération Communale d'Appui Intégré (OCAI)
Renforcement d'Andrimasom-pokonolona (surveillance dans les communautés)

Renforcement de l'application DINA (amendes)

Création des postes avancés et postes fixes par Commune, avec équipements

Programme 2.4 : Garantir le libre accès à l'information pour l'ensemble de la population et Appuyer la société civile

Libéralisation du secteur audio-visuel et médiatique en mettant en place une « Autorité Nationale Indépendante de la Communication.

Mise en place d' une loi pour faciliter l' acces à l'information '

Renforcement les capacités organisationnelles et institutionnelles, les capacités techniques et la visibilité de la société civile locale

Mise en réseau des différents acteurs de la société civile locale

Appui aux plaidoiries de la société civile vis-à-vis des autorités locales

Renforcement du dialogue entre la société civile et les autorités locales, pour que les politiques de développement locales prennent davantage en compte les préoccupations des communautés locale

Programme 2.5: **Promouvoir des campagnes pour le changement**

Campagne de sensibilisation pour contribuer au changement d'attitudes, croyances, principes et coutumes qui peuvent favoriser ou freiner le développement

Campagne de la lecture de livres et de journaux d'informations pour democratiser les débats sur les stratégies de développement de chaque commune et de chaque région.

Le Grand Chantier No 3 : Développement économique, Infrastructure et promotion de l'emploi décent;

Le Chantier N03 prévoit la construction et/ou la réhabilitation des infrastructures de transport (routes nationales routes communales,) et des infrastructures agricoles pour mobiliser efficacement les eaux pour l'agriculture et l'élevage (des puits et forages, infrastructures hydro-agricoles : barrages, bassins de retenue d'eau pluviale, canaux d'irrigation, impluviums, système de compte-goutte). Ces infrastructures sont nécessaires à la croissance et à la création d'emplois ainsi qu'à l'accès aux services sociaux, à l'amélioration de la productivité de l'Agriculture et son résilience, à la valorisation des secteurs compétitifs de l'économie. Ces programmes stimuleront la création de richesse et d'emplois, augmenteront les revenus des particuliers, renforceront le secteur privé, favoriseront la stabilisation de la population, accroîtront la sécurité alimentaire. IL faut que nous creons à travers de ce chantier au moins 100 milles emplois decents par an .

Programme 3.1 : **Réhabiliter , Construire et Maintenir les infrastructures structurantes et amenager des poles de développement**

Nous devons relier la Nation et l' ensemble de tous les acteurs economiques à travers un reseau d' infrastructure dont 24 000 km de routes de tres bonne qualité et durable, qui permettra l'accès à chaque fivondronana. . La première priorité sera les infrastructures de transport terrestre en faveur des pôles de développement economiques et technologique autour des neuf grandes villes : Antananarivo, Antsiranana, Mahajanga, Toamasina, Antsirabe, Toliara, Morondava et Tolanaro et les régions à forte potentialité économique

Renforcement de capacités institutionnelles au niveau des Régions

Travaux de bitumage des routes interregionales

Construction et Réhabilitation des pistes de circulation des produits, communales et intercommunales pour favoriser l'accès aux marchés et autres activités socio-économiques

Réhabilitation de routes du réseau secondaire dans tous les chefs-lieux de district

Entretien courante des routes Nationales sur financements du Fonds d'entretien routier
Mobilisation des communes rurales pour mobiliser les bénéficiaires pour créer des associations d' usager des pistes rurales
Construction / Réhabilitation de ports chemin de fer et aeroports

Promotion de Poles de développement economiques et industriels à Antsiranana, Nosy be, Mahajanga, Antananarivo, Toamasina, Antsirabe, Morondava, Toliary, Faradofay

Création de villes nouvelles autour des grandes villes : Antananarivo Toamasina et Antsirabe.....

Programme 3.2 **Améliorer la productivité et de la résilience de l' Agriculture**[5]

IL faut que nous appuyons fortement les exploitations familiales pour les integrer sur toute la Chaine de valeur pour le marché intérieur et extérieur et de faciliter la création de nouvelles unités de transformation modernes pour assurer la sécurité alimentaire et conquérir les marchés d'exportation régionaux et internationaux.

Renforcement de capacités institutionnelles au niveau des Régions

Mobilisation efficace des eaux pour l'agriculture et l' élevage

Réhabilitation et construction d'infrastructures hydro agricoles

Mise à l' échelle de système de production performants et résiliant

Dotation des matériels agricoles et pêche

Promotion et vulgarisation des produits agricoles, de l'élevage et de la pêche

Création de Zones d'Investissement Agricole

Mise en place / Renforcement du système d'accompagnement, appui/ conseil des producteurs

Mise en place des guichets fonciers et des bureaux d'immatriculation foncière (BIF) pour la sécurisation des biens

[5] Agriculture comprend les sous-secteur agricole, élevage et pêche.

Renforcement des capacités des agriculteurs, éleveurs et pêcheurs à travers la structuration, formation, dotation de matériels et intrants, activités de protection de semences pour améliorer/diversifier leurs sources de revenues

Programme 3.3 : **Assurer le développement de l'emploi décent.**

Renforcement de capacités institutionnelles au niveau national et régional pour faciliter le service aux privés

Préconisation de la méthodologie travaux à haute intensité de main d'œuvre en approche structurée pour tous les travaux d' infrastructures publiques et de construction de logements sociaux

Développement d'un environnement favorable pouvant faciliter l'acquisition des revenus

Facilitation pour développement des petites et moyennes entreprises génératrices d'emplois et en particulier dans la construction

Garantie de l' application des lois de protection des droits de travailleurs et des conditions de travail décent.

Promotion et création d'opportunités génératrices de revenus

Programme 3.4 : **Accroitre l'électrification**

3000MW de puissance supplementaire doivent être installés avec des sources d'energie renouvelable : Hydro, solaire et eolienne pour faire acceder à une source d' energie la majorite des Malagasy(au moins 75%)

Reforme institutionnelle et decentralilée du secteur de l' energie pour fournir efficacement l' energie.

Construction de Barrage hydro- electrique et Utilisation Maximum de l' energie renouvelable

Électrification des fokontany par une centrale solaire.

Programme 3.5 : **Promouvoir le développement agro-business**

Renforcement de capacités institutionnelles au niveau national et régional

Appui intégré de la chaine de valeur des filières potentielles cafe vanille coton, bean arachide pepper fruit ....pour améliorer la qualité, la productivité.

Diversification des systèmes de production

Promotion de filière traditionnelle et renforcement des filières potentielles

Renforcement des capacités de leadership des femmes et des jeunes

Mise à l' échelle des actions d' accompagnement et de professionnalisation des organisations de producteurs en mettant un systeme d' agriculture contractuel.

Programme 3.6 : **Dynamiser le secteur de services pour le commerce**

Amélioration du service du Transport pour concourir à une meilleur competitivité de notre economie (transitaire, transport routier, ferroviaire et aerien)

Renforcement de capacités institutionnelles au niveau des Régions

Appui à la mise en relation et des partenariats entre organisation de producteurs et les opérateurs de marchés

Développement des services de financement de l'agriculture

Promotion d'un paquet de crédits pour fonds d'investissement et épargne pour les femmes

Extension des services financiers offerts par les institutions de microfinance

Campagne d'éducation financière

Programme 3.7 : **Appuyer le développement du tourisme**

Renforcement de capacités institutionnelles au niveau national et régional

Renforcement des structures de formation en tourisme et hôtellerie dans la région

Le Grand Chantier No 4 : Développement du Capital humain

Pour assurer une nation économiquement juste, il faut mettre la priorité sur le renforcement de notre programme de développement des ressources humaines, c'est-à-dire la santé, l'instruction, l' apprentissage et l'éducation civique et l'acces aux logements decents.

« La pierre d'angle de l'avenir de notre nation est le service national d'éducation, ainsi, nous allons rendre la scolarité obligatoire jusqu'à l'âge de 16 ans mais aussi et surtout Il faut que nous améliorons definitivement la qualification des enseignants et des administrateurs et augmenter significativement leur motivation professionnelle .

Lorsque chaque enfant commencera sa scolarité par l'apprentissage de la langue nationale, il s'épanouira dans sa propre culture; il sera dans les meilleures conditions pour aussi apprendre, dès l'éducation de base, d'autres langues étrangères qui ouvriront son horizon au-delà des océans. Chaque personne a ses propres compétences. Elles ne sont pas forcément universitaires. Il faut aussi permettre aux adultes de travailler et pour cela mettre en oeuvre un programme d'alphabétisation à leur intention.

Il faut que nous nous engageons pour que les jeunes disposent, au cours de leur cursus, de diverses formations pour s'orienter vers la filière professionnelle qu'ils choisissent selon leurs aptitudes et ambitions.

« Notre destinée est entre nos mains. Nous savons ce que nous voulons et nous savons comment y parvenir »

Tous les secteurs et tous les domaines de compétence devront disposer de centres de formations techniques et professionnels : l'agriculture, l'élevage, la pêche, le commerce, l'informatique, la couture, la broderie, mais aussi le sport, la musique, la danse, le théâtre, la peinture… pour ne citer que ces exemples.

L'emploi du temps scolaire doit être scindé en deux temps : la matinée sera consacrée à l'enseignement général et l'après-midi, en enseignement spécialisé en fonction de leurs aptitudes, et des choix des élèves.

A la fin du cursus scolaire obligatoire, les élèves doivent avoir une qualification s'ils choisissent pour entrer dans la vie active. Ce qui permet d'éviter un gâchis humain et des dépenses inutiles de deniers publics. Enfin, nous ferons en sorte que tout travailleur dispose des possibilités de formation pour son perfectionnement professionnel. Et tout travailleur doit continuer de se former au cours de leur vie professionnel pour face au contexte mondiale changeant.

Notre Chantier N04 doit prévoir l'amélioration des réseaux de santé et d'éducation à travers le pays incluant la formation professionnelle et technique et l'enseignement supérieur, le développement de l'action civique, un programme pour le renforcement des services d'alimentation en eau potable et d'assainissement et un programme de construction de logements sociaux. Les activités contribueront d' une part à la politique de changement , celle qui contribue au relèvement culturel pour créer un environnement culturel propice pour un progrès réel : la promotion des campagnes contre les pratiques culturelles ostentatoires sera entreprise et d' autre part celles qui ont contribué au relèvement économique comme les programmes sur l' accès à la formation professionnelle. Enfin, le Chantier No 4 renforcera les programmes de filets sociaux de protection sociale. Ils permettent de palier la pauvreté et d'offrir une opportunité à la population extrêmement pauvre afin qu'elle soit plus résiliente.

Programme 4.1 : **Accroître l'accès à l'éducation préscolaire, fondamentale et secondaire de qualité.**

Renforcement des capacités des directions et des structures déconcentrées

Augmentation les capacités d'accueil du système éducatif

Allégement des charges parentales

Institution d'un dispositif d'aide aux enfants issus des familles défavorisées

Développement du partenariat avec le secteur privé (écoles privées, …)

Réinsertion des enfants hors du système éducation

Amélioration la qualification des enseignants et des administrateurs et augmentation de leur motivation professionnelle (salaires, formation continue, cadre de travail..)

Renforcement et redynamisation des mouvements associatifs de jeunesse

Programme 4.2 : **Développer des formations professionnelles professionnelle adaptés aux caractéristiques des jeunes et aux besoins des entreprises**

Réorientation des offres d'enseignements technique et professionnel vers les métiers /filières /secteurs reconnus d'utilités socioéconomiques avec des curricula adaptés aux populations jeunes

Programme 4.3: **Améliorer l'état nutritionnel de la population Malagasy en particulier la population vulnérable.**

Augmentation des pouvoirs d'achat de la population avec la mise en place d'un système d'atténuation sur une période de deux ans (réallocations des ressources et des actions internationales avec les pays amis)

Renforcement de capacités institutionnelles sectorielles au niveau des Régions

Renforcement de l' éducation nutritionnelle

Mise à échelle des interventions probantes (comme les projets fortifications nutritionnelles)

Programme 4.4 : **Améliorer de l'offre de services et de soins intégrés de qualité à tous les niveaux et la disponibilité pour tous des soins de santé accessibles**

Renforcement des capacités des directions et des structures déconcentrées

Programme 4.5 : **Renforcer les services d'alimentation en eau potable et d'assainissement,**

Construction d'ouvrages hydrauliques

Réhabilitation/amélioration des puits, bassins, ...

Renforcement de l'alimentation en eau potable et Réalisation d'adduction d'eau potable

Programme 4.6 : **Mettre en place d'un environnement favorable à l'épanouissement de l'individu dans la société et Renforcer la protection sociale de la population les plus vulnérables,**

Construction de 30 000 logements sociaux par an dans tous le pays et en particuliers dans cinq grandes villes .

Entretien d' un environnement culturelle approprié (capitalisation des valeurs culturelles..

Promotion de projet pour l'épanouissement des jeunes et des femmes

Mise en place à échelle des actions de Transfert Monétaire pour le Développement Humain (TMDH)

Extension des projets de Filets Sociaux Productifs et activites generattices de revenus.

Le Grand Chantier 5 : la Préservation de l'environnement et renforcement de la résilience aux risques de catastrophes

Le Chantier No 5 realisera les programmes pour préserver l'environnement des programmes qui sont, à un caractère préventif mais aussi réparateur pour la majorité de la population et adressera en particulier les problématiques posées par les aléas tels que l'érosion éolienne, la déforestation et les invasions acridiennes lesquelles contribuent à dégrader l'environnement et par conséquent à détériorer les moyens de subsistance des communautés rurales.

Programme 5.1 : **Valoriser le capital environnemental**

Renforcement de la gouvernance de l'environnement

Arrêt de livraison de permis de défrichement avec mesure d'accompagnement
Valorisation de forêts sacrées

Création de comités de vigilance communautaires contre le trafic illicite du patrimoine

Vulgarisation des fours solaires
ière/Reboisement communautaire/individuel

Renforcermentle système de protection de l'environnement
.
Promotion pour la création d'Aires Protégées.

Renforcement de la lutte antiacridienne.

Approche paysage à la conservation et à la gestion de la biodiversité menacée à Madagascar,

Promotion de l'agroforesterie

Programme 5.2 : **Renforcer la résilience aux risques catastrophiques**

Recadrage institutionnel de toutes les activités pour meilleur coordination des interventions
atténuer efficacement les effets néfastes du changement climatique

Renforcement de la résilience face aux changements climatiques.

4 LES GRANDES LIGNES DE NOTRE STRATÉGIE DE FINANCEMENT

La mise en œuvre du programme et l'atteinte des objectifs ciblés impliquent un effort soutenu de reforme sur la mobilisation de nos ressources internes avec une meilleure allocation et une mobisation adequate de partenaires de développement respectant notre dignité et notre honneur

L'intensification des activités publiques d'investissements prévus dans le programme devrait conduire à la création de nombreux emplois mais aussi à des importations plus élevées, contribuant ainsi à un élargissement du déficit du compte courant. Le déficit est en grande partie escompté être financé par les investissements directs étrangers la mise en place d'un fonds souverain de développement et le financement externe du secteur public, qui se développera graduellement. À moyen terme, des recettes et des dépenses plus élevées sont attendues. Mais une allocation efficace des ressources sera de rigueur, y compris l' allocation de nos ressources en devises pour stabiliser la valeur de notre Ariary. L'accroissement des recettes devrait être soutenu par des efforts continus pour améliorer la valeur de notre monnaie et l'administration fiscale ainsi qu'à la recherche de dons plus élevés. Les dépenses sont projetées atteindre une moyenne de 25 pourcent du PIB sur le moyen terme.

Nous avons le devoir de mobiliser les ressources nécessaires pour relancer notre développement et obtenir des bonnes performances socio-économiques, en s'engageant à une meilleure qualité de gouvernance et une meileure allocation de nos ressources financieres et humaines et les axes d'interventions seront: (i) l'accroissement de l'épargne intérieure ; (ii) le renforcement de la mise en œuvre des réformes visant améliorer le niveau des ressources intérieures et la gestion efficaces des revenus des ressources naturelles, et consacrer ceux-ci essentiellement au financement des priorités du développement ; (iii) la mobilisation des aides publiques de développement et l'amélioration de leur efficacité; (iv) l'attraction des flux de capitaux privés et (v) l'encouragement de l'investissement étranger direct tout en garantissant que l' intérêt futur des Malagasy est sauvegardé.

L'accroissement de l'épargne intérieure est fait par : (i)la promotion du revenu des ménages, particulièrement dans le secteur agricole où vit la majorité des Malagasy par la transformation progressive de l'agriculture subsistance en agriculture commerciale et contractuele et par la formalisation progressive des entités informelles non-agricoles ; (ii) le maintien de l'effort de stabilisation macroéconomique pour stimuler l'épargne ; et iii) le renforcement du développement des institutions de microcrédit .

L'adage dit « aux grands maux, les grands remèdes ». Vu la taille des défis financiers à relever et au regard des grands enjeux sociaux et économiques, nous allons innover, au-delà des stratégies reposant sur la fiscalité, innover d' une part à travers la mise en place d'un Fonds Souverain de Développement alimenté en partie par les ressources issues de l' exploitation de nos ressources minieres , **et en particulier l' exploitation de nos ressources provenant de nos minerais stratégiques comme l'or ; il reviendra désormais un monopole de l' Etat et alimentera le fonds** et d' autre part innover dans le sens des partenariats public-privé (PPP), où la partie Malagasy doit avoir au moins 40% des actifs, pour trouver les fonds nécessaires à la réalisation des nombreux projets identifiés pour la relance de notre économie .

En plus de la mise place du Fonds Souverain de développement nous allons transformer l' épargne populaire issue de fonds de pensions, des assurances, des caisses de prévoyance (CNAPS, les sociétés d'Assurances, SONAPAR) en prêts à long terme pour financer en partie nos programmes de contructions d' infrastructures publiques et de logement sociaux et des petits materiels agricoles pour les unités familiales agricoles. Nous allons adopter une série d'incitations dans le but d'aider les acteurs du secteur privé à investir dans les logements sociaux. Parmi celles-ci figurerons notamment la réduction de l'impôt sur les sociétés, ainsi que des mesures d'exonération de certaines taxes.

Mais au cours des deux ou trois prochaines années, nous avons besoin d'améliorer le pouvoir d' achat en subventionnant des produits de premières nécessités de la majorité des Malagasy.

Ainga ho an'i Gasikara

Refrain :
MADAGASIKARA, GASIKARAKO
HATSANGANO HO TSARA
IO NO LOVASOA

VAVAKA HO AN'NY LANITRA
AOKA IZAY NY KOTROKA
ANTSA HO AN'NY TANY
HATSAHARO NY TOMANY

'TY HIRANAY ITY, MBA HIFANKATIA
'TY HIRANAY ITY, 'NDEHA HIARA-DIA

ANTSA HO AN'NY OLONA
MBA HIFAMELONA

Refrain

IANAO NAMAKO, RAISO NY TANAKO
IANAO RALAHIKO, 'RAY LOVA AMIKO

NY FIAINANA, FANDALOVANA
TSY ALEO VE TSY MIJALY
FA MBA MIFALIFALY

MIFANAO SOA, TSINDRIO RE NY FO
MANOMEZA NY TSARA, HO AN'I GASIKARA

Refrain

VAVAKA HO AN'NY LANITRA
AOK'IZAY NY KOTROKA
ANTSA HO AN'NY TANY
HATSAHARO NY TOMANY

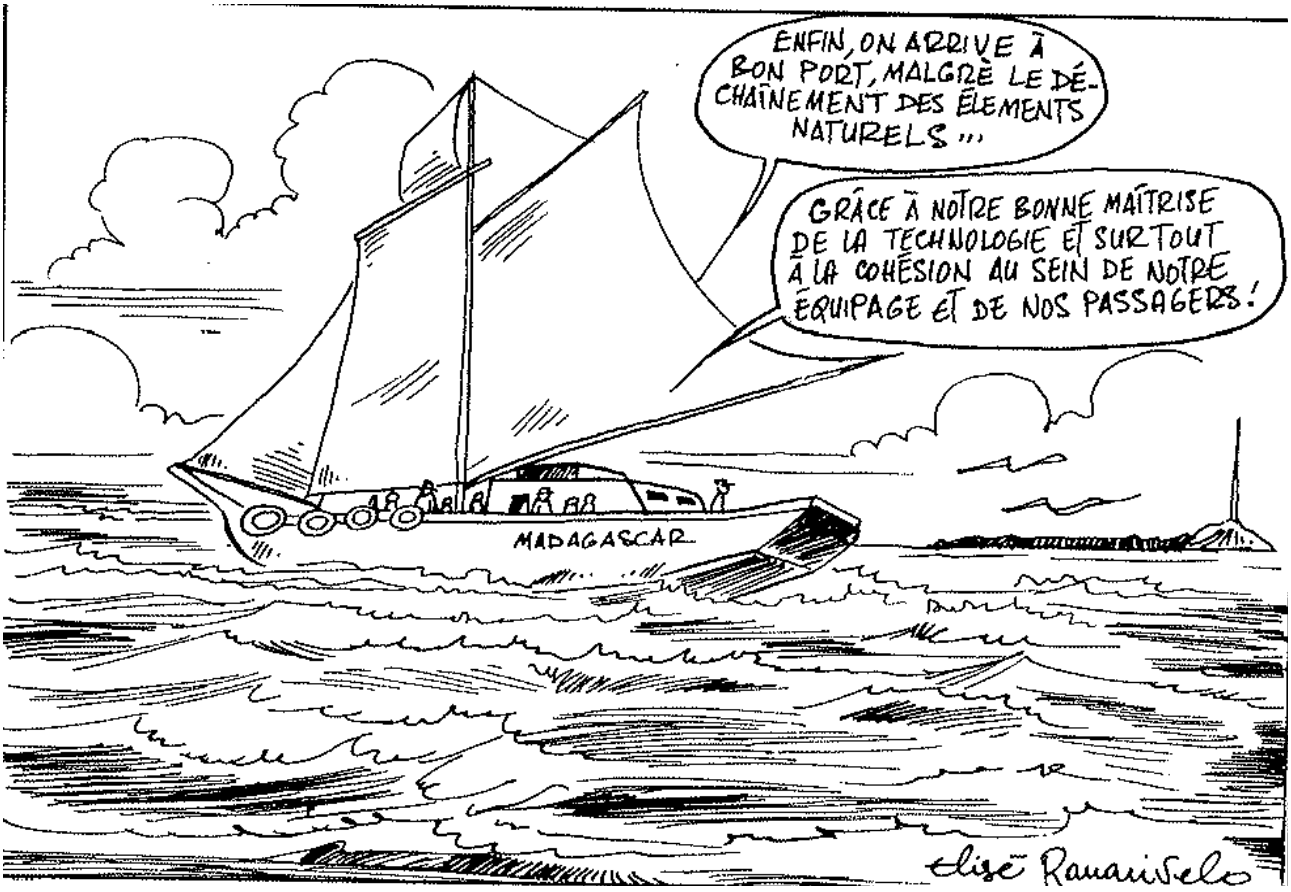
AVELAO NY TSINY, FA SAMY VAHINY
ADINOY NY LASA, FA MIANDRY NY ASA

Refrain

AINGA HO AN'NY OLONA
HANDAO HANORONA

BEKOTO

(avril 2002)



Je remercie tous ceux qui m'ont encouragé et m' ont aidé à la rédaction de ce document.